

# L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2813 | 65<sup>e</sup> année | Du 17 mars au 6 avril 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | [www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)



# Sarkozy H.S.

## L'ESSENTIEL

### ✓ ÉCONOMIE

Les agences de notation sur la sellette ..... p. 2

### ✓ POLITIQUE

Institutions et territoire :  
Savoir région garder ..... p. 4

### ✓ SOCIÉTÉ

La France et la religion, de Clovis à Sarkozy ..... p. 5

L'histoire fantasmée par Jacques Attali ..... p. 6

### ✓ MONDE

Fatalisme immigrationniste dans l'Union européenne ..... p. 7

Une Francophonie trop réservée sur la scène internationale .... p. 8

Un immense gâchis en Libye .. p. 9

### ✓ ARTS & LETTRES

Comment Dussollier convaincre Arestrup de sauver Paris ..... p. 10

Chrétiens d'islam, au risque du martyre ..... p. 11

### ✓ HISTOIRE

Les frustrations de l'Unité italienne ..... p. 12

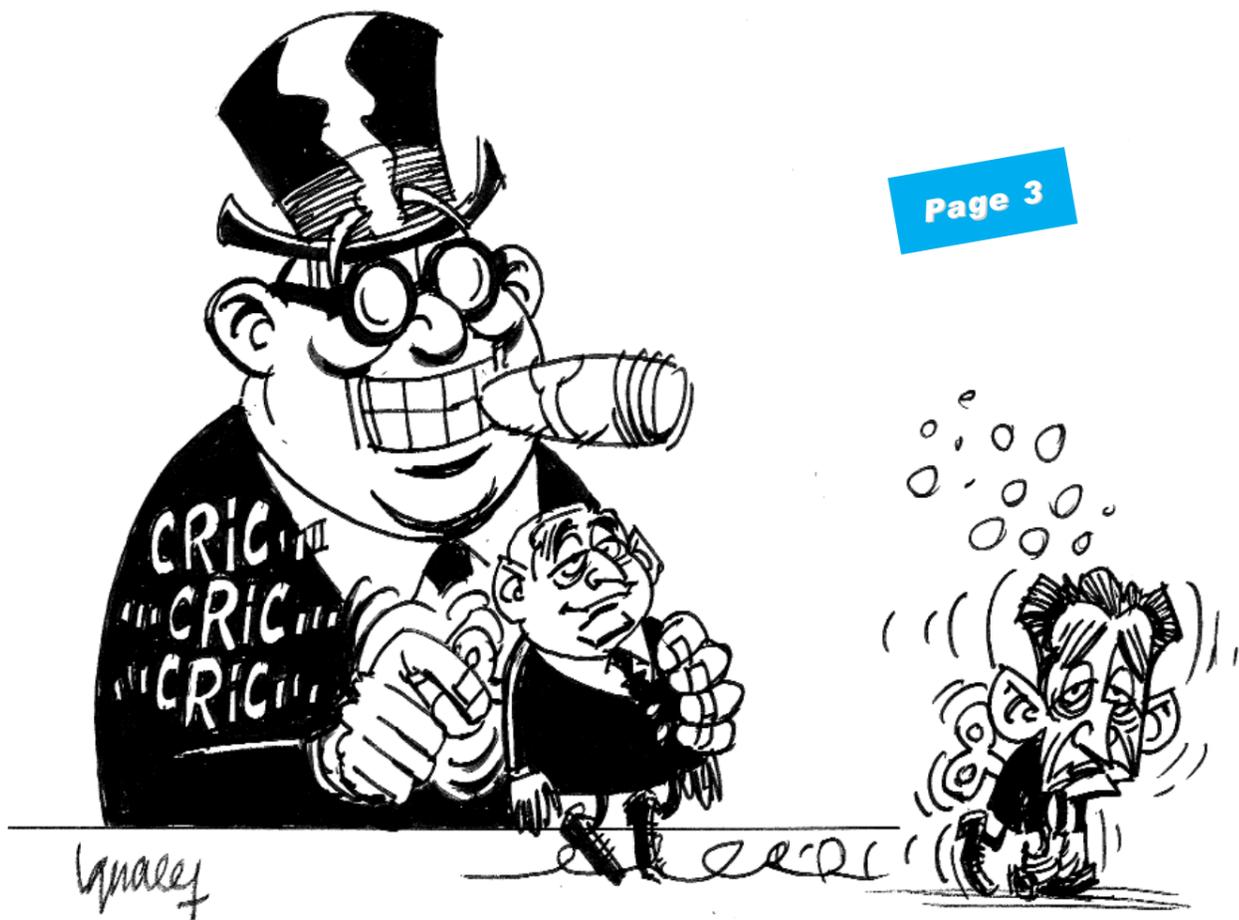
### ✓ IDÉES

La monarchie, seule bonne réforme ..... p. 13

À la rencontre de Georges Sorel ..... p. 13

### ✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

Un regard réactionnaire sur la science-fiction ..... p. 14



## Pas même un machin

PAR "MACHIN" le général de Gaulle dénonça en son temps l'ONU comme une chose protéiforme et tentaculaire, inefficace quant au fond. Tout et n'importe quoi en somme. Du moins l'existence de l'ONU semble-t-elle incontestable, à défaut de projet bien défini. Tel n'est pas le sort de la "communauté internationale", sparadrap des journalistes de tout acabit. Formule qui transpire son époque où il n'est plus possible de désigner un chat pour ce qu'il est, à savoir un chat. De nos jours, un SDF ne saurait être un clochard, la précarité a effacé la misère, et, pour l'Éducation nationale, le "référentiel bondissant" évoque avec une sémantique aseptisée le simple ballon, terme un peu rustique certes, un rien tri-

vial, en somme réactionnaire. C'est dans le même esprit que nous adoptons ce vocabulaire abscon en évoquant la fameuse "communauté internationale". Mais de qui parle t-on vraiment ? Pendant fort longtemps, tout un chacun devinait la seule action des États-Unis derrière la ci-devante communauté. Les plus optimistes - les plus naïfs ? - affirmaient qu'il s'agissait de tous les États constitués. Les plus lucides ne comptaient que les membres du Conseil de Sécurité... Depuis quelque temps, la responsabilité de cette société anonyme et aux oui-dire toujours agissante, semble devenue bien complexe. En Afrique du Nord, le concert harmonieux de la communauté internationale tombe dans la cacophonie la plus grotesque. La Russie et la Chine n'entendent pas clamer le discours politiquement conforme que lui inspire d'autres parte-

naires. Fini le sentiment communautariste, la seule voix harmonieuse et jamais discordante du monde prétendument démocratique. Au vrai, la communauté internationale cache à peine quelques hauts responsables administratifs, soucieux de gérer les problèmes diplomatiques entre soi, persuadés d'être les seuls à pouvoir le faire, méprisant les peuples qu'ils appellent pourtant, mais pour la forme, à des élections de principe. Une façon très Giscard de vous expliquer l'Europe comme une évidence, tout l'esprit de la communauté internationale est là. Mais d'esprit, elle n'en a guère, ni de consistance car c'est un mirage qu'on agite sous les yeux passifs de millions de télé-spectateurs. Allez, vous serez bon pour ce scoop : la communauté internationale n'existe pas ! □

Marc Savina

M 01093 - 2813 - F: 4,00 €



□ FINANCE

# Feu sur Moody's and Co !

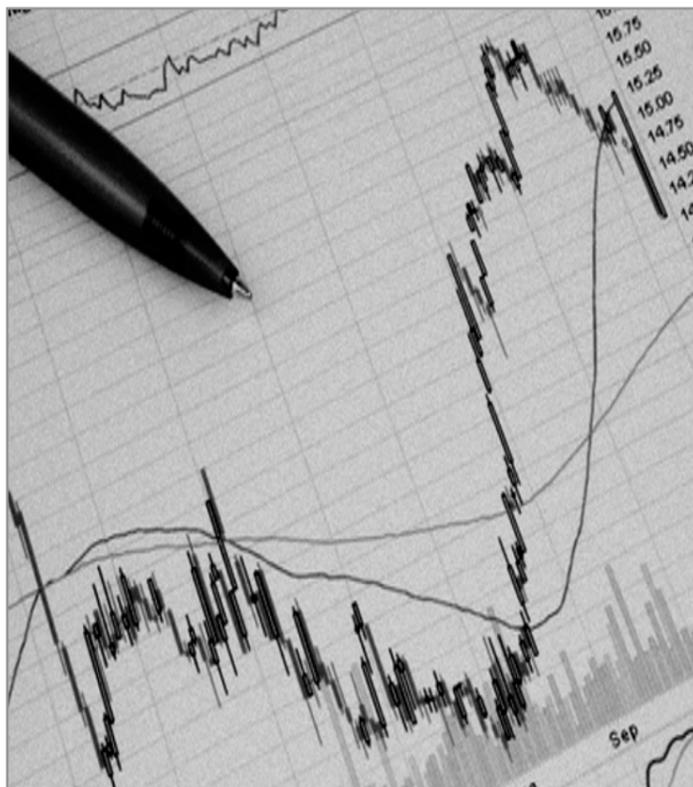
**Accusées de faire la pluie et le beau temps sur les marchés financiers, où elles influencent les taux d'emprunt, les agences de notation demeurent dans le collimateur des politiques. Mais les responsabilités sont partagées.**

L'horizon semble loin de se dé- gager pour la Grèce. Le 7 mars, Moody's a dégradé de trois crans sa notation souveraine, suscitant la colère d'Athènes. Paris est lui aussi monté au créneau : les agences « ne devraient pas noter des pays qui sont sous contrat avec la Commission européenne, le FMI et la BCE », a déclaré Christine Lagarde à l'antenne de *France Culture* (*Les Échos*, 11/03/2011).

## Fourvoisement

Le ministre de l'Économie va-t-il ouvrir des discussions en conséquence ? Le cas échéant, souhaitons-lui bon courage : cela supposerait, vraisemblablement, de réviser la constitution américaine - dont le premier amendement garantit la liberté d'expression -, à défaut d'empêcher la circulation des informations de part et d'autre de l'Atlantique. Vaste programme, à l'aune duquel on mesure la démagogie du propos. Les responsables politiques sont coutumiers de ces fourvoisements volontaristes, grâce auxquels ils flattent peut-être l'opinion, mais entretiennent aussi le fatalisme ambiant, en revendiquant paradoxalement leur impuissance.

Les agences de notation ont certes prêté le flanc à la critique. Comme le rappelle Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), elles se sont montrées « parfois dépassées par la complexité des produits qu'il leur était demandé de noter » - tels les CPDO (*Constant Proportion Debt Obligation*), élaborés à partir des couvertures de défaillance (CDS), dont la valeur s'est effondrée avec la crise en dépit du "triple A" qui leur avait été attribué (*Cahiers de l'évaluation*, n° 5, février 2011). Norbert Gaillard, consultant pour la Banque mondiale, pointe, quant à lui, l'erreur « d'avoir surnoté la Grèce et, dans une moindre mesure, le Portugal et l'Espagne au cours des années 2000, c'est-à-



Les responsables politiques ont contribué à ériger les agences de notation en acteurs clefs du système financier.

dire lors des premières années d'existence de la zone euro » - comme si la monnaie unique avait dissipé tout risque de défaut de paiement. « Entre 1999 et 2003, Fitch et S&P ont relevé la note de la Grèce de trois et quatre crans sans qu'il y ait de véritables justifications économiques ou financières. [...] Aujourd'hui, les agences tentent de rattraper leur erreur, mais elles dégradent trop tard et sont donc obligées de le faire massivement. » Ce faisant, elles nourrissent la défiance des investisseurs à l'égard des États emprunteurs, alimentant d'autant la crise des dettes souveraines - on parle d'une action « pro-cyclique ».

Cela dit, « même si des événements ponctuels - dont il ne s'agit pas de minorer l'importance - relancent les débats publics sur

l'adéquation des niveaux de rating, la seule mesure "réaliste" de la performance des agences - la capacité à trier les risques avec un succès statistique - plaide pour [elles], en tous cas celles qui ont un recul historique », affirme Pierre Cailleteau, ancien responsable de la notation des États pour Moody's Investors Service. En outre, « comme le rappellent souvent les agences de notation, si elles étaient parfaitement prescientes, elles n'auraient que deux types de ratings : fera défaut - ne fera pas défaut ».

## Médiation nécessaire

Or, la médiation qu'elles opèrent entre émetteurs et souscripteurs d'un titre obligataire apparaît indispensable, ceux-ci n'étant disposés à prêter à ceux-là que s'ils

sont en mesure d'évaluer le risque encouru. Reste que le marché de la notation se trouve concentré autour de trois agences. Les deux principales, Moody's et Standard & Poor's, en détiendraient même 80 %. « Dans la mesure où de nombreux émetteurs exigent une double notation, ces agences se retrouvent parfois en situation de quasi-monopole », observe Jean Tirole, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre. Aussi l'AMF s'est-elle fixé pour objectif de « promouvoir les solutions alternatives à l'évaluation de crédit par les agences de notation, en responsabilisant les acteurs qui investissent dans ces produits ». « Les grandes banques peuvent très bien [...] recourir à des modèles de notation interne », remarque Jean-Pierre Jouyet. D'autres plaident en faveur d'une agence publique, dont l'indépendance serait néanmoins garantie sous la houlette de la Banque centrale européenne ou du Fonds monétaire international. On n'en est pas encore là.

## Politique de gribouille

Dans l'immédiat, il appartient au régulateur de réviser les règles prudentielles dont on mesure aujourd'hui la perversité. Si les politiques stigmatisent désormais le rôle des agences, ils ont auparavant contribué à les ériger en acteurs clefs du système financier. « Ces dernières sont devenues au cours du temps des "auxiliaires de régulation" et retirent de ce statut des revenus considérables », souligne Jean Tirole. « Les institutions régulées (banques, compagnies d'assurance, [courtiers], fonds de pension) voient leurs exigences en capital diminuer sérieusement lorsqu'elles détiennent des créances bien notées. » Cela en application des accords de Bâle II. « Pour lutter contre l'effet pro-cyclique que les notations peuvent avoir, il est effectivement très souhaitable de conduire une revue approfondie des différents dispositifs réglementaires afin de les purger, autant que faire se peut, de références aux notations externes », reconnaît Jean-Pierre Jouyet. Preuve qu'à l'heure de la mondialisation, le "politique d'abord" n'est pas inopérant. n

Grégoire Dubost

## » EXPATRIATION

« Plus que jamais, les industriels français privilégient l'investissement et l'embauche dans les pays émergents », s'inquiète Odile Espósito, rédactrice en chef à *La Tribune* (05/03/2011). « Rhodia tire déjà près de la moitié de son chiffre d'affaires de ces pays. [...] Chez Lafarge, la proportion est plus forte encore, de 52 %. Schneider Electric vise les 40 % cette année. Et Air Liquide compte sur 33 % en 2015, contre un peu moins de 20 % aujourd'hui. PSA, lui, assure que 39 % de ses ventes (en volume) sont déjà réalisées hors d'Europe. »

## » RÉSISTANCE

Groupama se heurte aux autorités boursières italiennes. Afin d'entrer au capital de Premafin, l'assureur français sera contraint de lancer une offre publique d'achat (OPA). Une procédure dont il croyait pouvoir se dispenser en vertu d'un accord avec la famille Ligresti, actionnaire historique de sa proie.

## » BIG BROTHER

Un nouvelle ère va-t-elle s'ouvrir pour la recherche en ligne ? « Nous sommes en train de construire une infrastructure [...] dont l'objectif est qu'elle nous permette de comprendre chaque aspect de la vie sociale, même les plus infimes », assure Qi Lu, président de la Division Online Services de Microsoft (*Les Échos*, 01/03/2011). Cela afin de proposer aux internautes des réponses « basées sur l'opinion de gens en qui l'on a confiance ».

## — L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo  
Directeur de la publication : M.G. Pujo  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

**Politique** : Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, François Marcilhac, Marc Savina

**Société** : Stéphane Blanconnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc

**Économie & Social** : Guy C. Menuisier

**Europe** : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

**Monde** : Philippe Maine, Pascal Nari

**Arts & Lettres** : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens

**Histoire** : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler

**Chroniques** : Jean-Baptiste Morvan

**Idées** : Stéphane Blanconnet, Dimitri Julien, François Marcilhac

**Abonnements, publicité, promotion** : Monique Lainé



## Au service de l'Allemagne ?

L'annonce d'une probable hausse des taux directeurs de la BCE suscite la controverse.

POINTANT, sans surprise, la reprise de l'inflation, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a préparé les esprits au possible relèvement de ses taux directeurs. La décision pourrait intervenir dès le 7 avril. Ce faisant, la BCE chercherait à prévenir les "effets de second tour" : la hausse des prix des produits alimentaires et

de l'énergie pourrait nourrir les revendications salariales, au risque d'alimenter une flambée inflationniste.

« Un scénario peu probable dans une zone euro où un actif sur dix est au chômage », commente Jean-Marc Vittori. Très critique, l'éditorialiste des *Échos* attribue d'autres motifs à la BCE. Selon lui, « le durcissement de sa politique pourrait refléter les tensions au sein de son Conseil, fragilisé par l'incertitude sur la succession Trichet. Il peut aussi être interprété comme une injonction donnée aux gouvernants d'agir plus fermement pour réduire les déficits publics. Il peut enfin venir d'une analyse inspirée davantage du

contexte allemand que de la zone euro. L'Allemagne est en effet le pays où l'enclenchement de la spirale inflationniste est le moins improbable. La BCE agirait alors sous l'influence de sa voisine la Bundesbank, distante d'à peine quatre kilomètres. »

La Buba prendrait-elle sa revanche ? Au yeux de Charles Gave, un disciple du monétariste Milton Friedman, Jean-Claude Trichet infligea un véritable camouflet à l'Allemagne en engageant la BCE dans le rachat d'obligations d'État. « La bataille entre les eurocrates et la Bundesbank vient [...] de commencer », a-t-il annoncé dans les colonnes d'*Investir* (Institut Turgot, 10/03/2011). ■

# Sarkozy hors service

À l'heure où nous écrivons, l'actualité est encore tournée vers le Japon et la Libye, qui viennent nous rappeler le caractère en partie dérisoire de nos chamailleries politiciennes... Dans le cas de la Libye, il est évident que l'optimisme des bien-pensants - « *l'espoir des imbéciles* » disait Bernanos - est contredit par la détermination d'un dictateur à faire la guerre à son propre peuple, surtout si celui-ci obéit à des logiques tribales<sup>1</sup> que notre vision "occidentale" - au sens où l'Occident est ce monstre idéologique qui proclame sa foi en la Démocratie - préfère occulter parce qu'elle est incapable de saisir, par-delà la grotesque lutte du Bien contre le Mal, le caractère tragique de l'histoire des peuples. La réalité, sous ses aspects politiques et ethniques, reprend ses droits, comme au Gabon, et les incantations démocratiques auxquelles nous sommes soumis depuis deux mois apparaissent pour ce qu'elles sont : une diarrhée verbale incapable de peser sur l'histoire.

## Préparer l'opinion publique à une intervention

Certes, la référence, faite par Obama, aux « *atrocités* » commises dans les années quatre-vingt-dix dans les Balkans est on ne peut plus claire : préparer, le cas échéant, l'opinion publique à une intervention... mais les États-Unis en refileront la charge à d'autres (l'Europe, en l'occurrence)... On comprend pourquoi Cameron et Sarkozy, dont le zèle prouve de nouveau que "notre" retour dans le commandement intégré de l'OTAN n'était qu'une normalisation, ont devancé les (timides) intentions américaines, relayées pas la Ligue arabe, d'instaurer une zone d'exclusion aérienne. Mais l'Europe, qui s'est contentée d'appeler au départ immédiat de Khadafi, qu'elle ne reconnaît plus comme « *interlocuteur* » et dont elle conteste désormais la « *légitimité* » - depuis quarante ans, Khadafi a l'habitude - s'est montrée plus prudente que les vassaux Cameron et Sarkozy, lequel a été le premier à reconnaître le Conseil national de transition libyen. Du reste, dans le cadre de la réunion du G8 lundi 14 mars, Hillary Clinton a laissé le Royaume-Uni et la France bien seuls...

Quant au Japon, catastrophes naturelles et responsabilités politiques semblent se conjuguer pour ajouter au désastre humain et économique. Après un tremblement de terre suivi d'un raz-de-marée, les inquiétudes sur les capacités technologiques à

garantir la totale sécurité des installations nucléaires occupent les esprits, comme si la nature venait rappeler l'homme à plus de modestie. Tel est du moins le discours écologiste depuis le début des événements, que les *media* français répercutent jusqu'à la nausée. Appeler dès le lendemain du séisme ayant touché l'archipel nippon, avant même de rien savoir de ses conséquences réelles, au démantèlement du parc nucléaire... français, qui n'est pas soumis aux mêmes risques sismiques, montre qu'à l'approche de 2012 tous les coups sont permis. Qu'un sujet aussi important que le nucléaire, qui touche à notre développement économique, à notre indépendance énergétique et à notre mode de vie, puisse être l'objet de polémiques strictement politiciennes, suffit à condamner le régime d'opinion dans lequel nous vivons.

Croyant peut-être bien faire, le ministre Besson n'a fait qu'encourager cette dérive lorsque, le 14 mars sur France Inter, il a récusé - à juste titre - toute idée de référendum sur la question nucléaire, mais pour mieux en renvoyer l'idée... à l'élection présidentielle elle-même ! Peut-on imaginer que la poursuite du nucléaire en France dépende des rapports de force existant au sein de la gauche entre les écologistes et les différents courants du Parti socialiste ou de la "gauche de la gauche" ? Qu'il en soit de même, pour la "droite" et le centre, de l'euthanasie, du mariage homosexuel ou du code de la nationalité ? Malheureusement, la dimension politique de l'élection présidentielle voulue par le général de Gaulle n'est plus à démontrer. Elle n'a jamais permis la désignation d'un arbitre vraiment indépendant au service du Bien commun. Dès 1965, les partis l'ont monopolisée. Depuis, l'Argent a fait le reste.

## Sondages contrariants

Car l'UMP ne vaut pas mieux que la gauche, paniquée qu'elle est par deux sondages plaçant Marine Le Pen en tête du premier tour - un troisième redonnant à DSK "sa" place quasi officielle, mais éliminant toujours Sarkozy du second tour... Si bien que le parti - encore - présidentiel ne sait plus quelle ligne adopter : la ligne semi-dure, qui, voulant labourer les terres du Front national, demande, avec Copé, la poursuite du débat prévu sur l'islam ou, avec Chantal Brunel, bien vite désavouée par Fillon et... le même Copé, le rejet à la mer des migrants illégaux ? ou la ligne intégrale-

ment molle, qui a obtenu du gouvernement qu'il revienne sur la déchéance de nationalité des naturalisés de moins de dix ans tueurs de flics, mesure bâtarde promise par Sarkozoy l'été dernier à Grenoble ? Ce recul, premier acte ministériel de Claude Guéant, a été exigé par le Nouveau Centre au nom de... l'égalité des assassins devant la Constitution ! Ce qui ne fait que confirmer ce que nous écrivions ici il y a quinze jours : Guéant n'a pas été placé à l'Intérieur pour s'occuper de la sécurité des Français mais pour préparer la présidentielle. Or l'Élysée craint par-dessus tout la présentation d'un candidat centriste. En clair, que Borloo fasse à Sarkozy, en 2012, le coup de Chevènement à Jospin en 2002...

## La vague bleu Marine

Aucune loi adoptée à la va-vite pour garantir la "sincérité" des sondages politiques, même accompagnée de la création d'une énième et coûteuse haute autorité évidemment "indépendante", ne changera rien à l'affaire. Ce que les sondages sont amenés de plus en plus à "révéler", en dépit de tous les "redressements" possibles, ce n'est évidemment pas un "instantané" de l'opinion publique, mais un mouvement de fond, que l'élection seule chiffrera, et un fait politique. *Le mouvement de fond*, Guaino, le conseiller de Sarkozy, l'a reconnu, le 13 mars au *Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI*, c'est « *la radicalisation de la société française, qui est le reflet de ce qui se passe dans bien d'autres pays* ». Oui, les peuples européens, chacun avec sa culture et son rythme politiques, se réveillent et la vague bleu Marine, qui ne se réduit pas à l'impact d'un sondage et que consolideront, ou pas, les deux tours des cantonales, sans pouvoir l'infirmier, car il s'agit d'élections locales, est l'expression française de ce réveil. *Le fait*, c'est que l'élite mondialisée - financière, économique, médiatique -, qui gouverne réellement la France, a d'ores et déjà abandonné Sarkozy, engagé dans une spirale descendante, pour le président du FMI. Les deux hommes sont interchangeables, du moins dans leur volonté d'asservir la France à la logique mondialiste. La République reste bien le règne de l'étranger. □

François Marcilhac

<sup>1</sup> Voir à ce propos les excellentes analyses de Bernard Lugan sur son blogue *Afrique réelle*.

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

### L'espérance est d'Action française

VOUS l'avez remarqué depuis quelques semaines, votre journal a fait peau neuve. De nouveaux rédacteurs, jeunes pour la plupart, ayant la tête aussi bien faite que bien pleine, se font une joie d'écrire dans le journal qui fut celui de Maurras, Daudet et Pujo. Et leur plume enjouée vous dit sans peur des vérités, mêmes celles qui ne sont pas bonnes à dire. Et cela nous redonne de l'espérance ! Vous vous habituez peut-être à l'air vif et nouveau qu'ils inculquent à nos pages, n'en oubliez pas pour autant que nous connais-

sons toujours les mêmes soucis financiers ! Or il est urgent de revigorer la souscription pour l'AF à un moment où celle-ci devient indispensable à la France ! L'an prochain nous débarrassera probablement de M. Sarkozy et de la lamentable image qu'il a donnée de la fonction présidentielle, mais il faudra alors aider les Français à se demander si ce n'est pas la république elle-même qui, en France, est lamentable. Elle ne saurait en aucun cas répondre aux nécessités d'une politique digne de notre pays : coincée entre les échéances

électorales elle est condamnée à mener une politique à courte vue, sans ampleur, sans vues d'avenir. Nous sommes les seuls à prendre la liberté de dire toutes ces choses. Pour nous permettre de continuer, souscrivez, sans tarder, à cet appel. ■

Michel Fromentoux

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

### Liste n° 2

Virements réguliers : M<sup>lle</sup> Annie Paul, 15,24 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ;

M<sup>lle</sup> Eliette Lopez, 3 ; M<sup>lle</sup> Marie-Ange Sanz, 3 ; Jean-Pierre Lopez, 4 ; Nicolas Martin, 30 ; vente de livres d'occasion, 125 ; anonyme, 100 ; M<sup>me</sup> Bellegarde, 20 ; M<sup>me</sup> Christiane Leclerc, 30 ; M<sup>me</sup> M.M. Godefroy, 22,87 ; M<sup>me</sup> de Prittwitz, 45,73 ; Fabien Desmeaux, 20.

Total de cette liste.....464,08 €  
Liste précédente.....828,32 €

Total.....1292,40 €

□ INSTITUTIONS

# Savoir région garder

À l'approche des dernières élections cantonales, les 20 et 27 mars prochains, Marine Le Pen jette un pavé dans la mare : elle propose la suppression des régions. Une fausse bonne idée ?



« Nos régions sont devenues des baronnies budgétivores où la mégalomanie le dispute férocement à un anti-étatisme partisan. »

Dans son discours de clôture du conseil national du Front national, Marine Le Pen s'est prononcée pour la suppression des intercommunalités et des vingt-sept régions françaises (dont vingt-deux en France métropolitaine) ! La méfiance de l'État central à l'égard de l'institution régionale est un serpent de mer politique.

## État versus régions

La présidente du Front national, s'interrogeant sur la pérennité « de cinq niveaux d'administration : commune, intercommunalité, département, région, État », suggère de transférer aux départements les compétences actuellement exercées par des intercommunalités onéreuses (environ 4 million d'euros par ans d'après la Cour des comptes) et prône uniment la suppression pure et simple de l'inutile « région administrative [...] trop grande pour être l'échelon de proximité, trop petite pour jouer un vrai rôle stratégique ». Le républicanisme de Marine Le Pen ne fait aucun doute, lorsqu'elle assume haut et fort l'héritage de la Révolution française régicide qui a créé l'échelon départemental (décret du 26 février 1790 relatif à la division de la France).

Ceci étant, si, pour paraphraser Laurent Fabius en son temps, M<sup>me</sup> Le Pen pose les bonnes questions, il n'est pas certain, en revanche, qu'elle apporte les bonnes réponses. La cure d'amaigrissement préconisée du "mille-feuilles" administratif est, certes, louablement inspirée par le souci de ménager les deniers publics (déjà fortement sollicités ainsi qu'en atteste le dernier *Livre noir* du gas-

pillage de l'argent public édité par les Contribuables associés), mais s'inscrit dans une perspective jacobiniste que n'auraient pas reniée Robespierre et ses séides, sans oublier le système napoléonien considéré comme l'acmé du centralisme étatique.

Si elle n'était habitée d'intentions bassement électoralistes, peut-être souscririons-nous pleinement au judicieux "coup de balai" proposé par la leader du Front national. En effet, face à ces omnipotents et munificents potentats régionaux, à l'instar de feu l'indétrônable Georges Frêche (Languedoc-Roussillon), des autoritaires Alain Rousset (Aquitaine), Ségolène Royal (Poitou-Charentes) ou Claude Gewerch (Picardie) avec leurs kyrielles de réalisations pharaoniques, nos régions sont devenues des baronnies budgétivores où la mégalomanie le dispute férocement à un anti-étatisme partisan. La gauche a massivement investi ces féodalités, s'y cramponnant par le clientélisme d'un électoral bobo (notamment celle des "associatifs" et autres travailleurs sociaux, les autres, c'est-à-dire le plus grand nombre, se réfugiant dans l'absentéisme) copieusement arrosé par la manne publique.

## Régionalisme

De même, que penser de la fausse « organisation décentralisée de la République » introduite dans la Constitution du 4 octobre 1958 par le Premier ministre Raffarin en mars 2003, le terme de *décentralisation* étant utilisé comme cache-sexe du vaste projet européen d'État fédéral ethno-régionaliste ? Alors que certaines ré-

gions comme l'Alsace gèrent directement leurs fonds structurels avec les instances européennes, sans passer par l'État français, la question d'une suppression, non pas des régions, mais de cette dangereuse règle émancipatrice se pose avec acuité. Pierre Hillard écrit très justement que « la France est une création politique. L'État a précédé la nation. À partir du moment où les régions s'émancipent politiquement, la France ne devient plus qu'une "expression géographique" et cela d'autant plus qu'il faut toujours conserver à l'esprit que des textes germano-européens ethno-linguistiques (charte des langues régionales et convention-cadre pour la protection des minorités) s'additionneront à l'autonomie régionale » (*La Décomposition des nations européennes*, F.-X. de Guibert, Paris, 2005).

## Vicissitudes

Rejetée *ad referendum* en 1969, ressuscitée en 1972 sous l'improbable forme d'un établissement public, consacrée par la "loi Defferre" du 2 mars 1982, la région, collectivité territoriale à part entière, aura connu bien des vicissitudes depuis son avènement conceptuel au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'Association normande (créée par le juriste Arcisse de Caumont, en 1832) à base ethnique, ou encore la Fédération régionaliste française du poète languedocien Jean Charles-Brun (1900), jusqu'au projet régionaliste (inspiré des non-conformistes des années trente) du maréchal Pétain (qui s'arrêta aux éphémères "préfets régionaux" institués par la loi du 19 avril 1941).

Conformément au funeste dessein de Bruxelles, la réforme actuelle de l'intercommunalité (notre article dans *L'AF 2000* n° 2811), sous couvert d'un *statu quo* territorial, attend de savoir qui, du département ou de la région, va prendre le pas sur l'autre. Dans le prolongement de ce détricotage institutionnel, initié avec le projet de "Grand Paris", des députés UMP, tels Jean-François Mancel ou Jérôme Bignon, ne cachent plus leur souhait de voir disparaître certaines régions comme la Picardie et rattacher ses départements constitutifs aux régions Nord-Pas-de-Calais (Somme), Champagne-Ardenne (Aisne) et Ile-de-France (Oise). Marine Le Pen, comme les "identitaires" (que, par ailleurs, elle dénigre) méconnaissent fondamentalement le mouvement décentralisateur français. Tandis que l'une se cramponne à un radicalisme républicain ringardisé par une construction européenne qui se moque des réalités nationales, les autres se pâment devant le miroir aux alouettes européen qui leur augure les lendemains chantant d'un ethno-régionalisme frustré par des siècles de centralisme étatique, dans l'attente extatique de l'éruption juvénile de leur micro-identité de pacotille.

## Paneurope

Or, les buts de la construction européenne sont plus étendus et ne s'arrêtent pas aux petites jacqueries intellectuelles des ethnonationalistes sub-étatiques, qui ont tendance à prendre leurs désirs folkloriques pour des réalités politiques. Le fondateur de la Paneurope, le bourgeois cosmopolite Richard Coudhove-Kalergi, dans son délire d'union euro-atlantiste, appelait, en 1950, à la création d'une mystique « *fédération Charlemagne, par des lois qui prévoient un transfert des droits de souveraineté au profit d'instances supranationales. [...] L'Union atlantique [par] une fédération à trois avec [l'Angleterre] comme pont entre l'Amérique et l'Europe. [...] Un nouvel empire mondial naîtrait dont la population serait plus grande que celle des États-Unis et dont le territoire, de la mer Baltique jusqu'au [Congo], ne serait dépassé en taille que par la [Russie]* ». Aux fins ainsi exposées, la Paneurope France dévoile ses moyens : « *L'Union paneuropéenne reconnaît [...] le droit des groupes ethniques* » ou encore « *ses peuples et entités ethniques* ». On l'aura compris, les régions ne seraient qu'un marchepied vers l'État mondial. C'est tout le problème de la décentralisation à la française limitée à des compétences administratives. Ne portant aucun projet politique, elle se trouve bien incapable de garantir le maintien de l'État-nation, autant que d'opposer un contre-modèle. Charles Maurras, dans *L'Étang de Berre*, montrait la voie à suivre : « *C'est par nationalisme [intégral] qu'il faut être fédéraliste [ou décentralisateur]* ». CQFD. ■

Aristide Leucate  
aleucate@yahoo.fr

## Le français à Versailles

La Coordination Défense de Versailles appelle à manifester le 19 mars « pour la sauvegarde de la langue française ». Nous publions ci-dessous de larges extraits du communiqué diffusé par son président, Arnaud Upinsky.

Considérant que la trahison culturelle est une trahison de la langue. Bien que la Constitution (art. 2) fasse du français la langue de la République, l'invasion de l'anglo-américain ne cesse de gagner du terrain. [...] À partir de 2008, la consécration de Jeff Koons 1<sup>er</sup>, de l'art new yorkais [...] et de la langue anglaise, portés au pinacle des Grands Appartements Royaux, a fait du saccage de l'image de Versailles le symbole emblématique de la guerre culturelle faite à la langue française par l'anglo-américain.

Le Versailles du Grand Siècle de Louis XIV est le symbole de l'invention du français moderne, langue internationale (traité de Rastadt, 1714), de l'abstraction, du droit, de la diplomatie, des lumières, de la liberté, de l'universalité, de la prospérité et du rayonnement de l'hégémonie françaises en Europe et dans le monde. Ce français moderne dont la puissance et la stabilité ont permis à la France d'atteindre un prestige jusqu'alors inégalé dans tous les domaines, politique, artistique, économique, scientifique, littéraire et de faire de la France la première puissance artistique et intellectuelle au monde, jusqu'à la création du ministère de la Culture.

Considérant que la sauvegarde de la langue française est la clef de voûte des intérêts vitaux de la France, condition essentielle de sa prospérité ; considérant que la mobilisation contre la guerre d'invasion faite au français est un impératif catégorique strictement apolitique s'imposant à tous indépendamment de toute allégeance partisane...

La Coordination Défense de Versailles et l'Union nationale des écrivains de France (UNIEF), répondant ainsi à l'initiative du Collectif unitaire républicain de résistance, d'initiative et d'émancipation linguistique (COURRIEL), se joindront à d'autres associations de défense de la langue française pour protester contre l'envahissement de notre langue par l'anglo-américain [et] manifester le samedi 19 mars 2011, à 14 heures, à Paris (1<sup>er</sup>), devant la fontaine Molière, à l'angle de la rue Molière et de la rue Richelieu (métro : Pyramides ou Palais-Royal). □

RELIGION

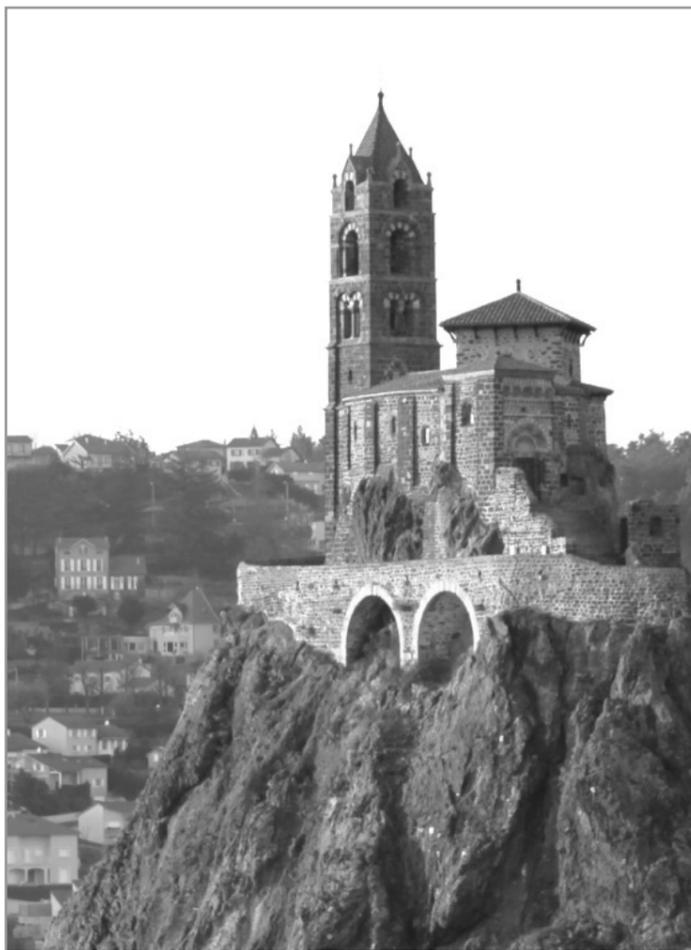
# De Clovis à Sarkozy...

**Le président de la République a beau évoquer l'héritage chrétien de la nation, il ne parvient pas à convaincre les catholiques les plus fervents, faute de rompre avec une laïcité combattue jadis par Clovis.**

Mille cinq cents ans séparent ces deux chefs de l'État, et il est effarant de voir le 113<sup>e</sup> (après quatre-vingt-six rois, trois empereurs et vingt-trois présidents<sup>1</sup>) s'apercevoir soudainement que la France est chrétienne et venir faire part de sa découverte au Puy-en-Velay, en se trompant d'ailleurs sur l'histoire de cette ville puisqu'il a confondu le départ pour la croisade avec le départ des pèlerins pour Saint-Jacques-de-Compostelle.

## Le baptême de la France

Ce soudain regain d'élan religieux est d'autant plus loufoque que M. Sarkozy préside aux destinées d'une nation qui a scandaleusement oublié qu'elle est chrétienne. Il s'accommode sans difficulté d'une législation qui autorise chaque année à tuer 220 000 enfants dans le sein de leur mère pour convenances personnelles, prolongeant ainsi le meurtre des saints Innocents par le roi Hérode. Lui-même a ajouté à cette apostasie vieille de quarante ans l'encouragement à travailler le dimanche, pour "faire du fric", oubliant que nul ne peut servir deux maîtres, Dieu et Mammon. Quant au débat sur les lois bioéthiques, il a montré que les hommes et les femmes du parti du président se soucient comme de leur première culotte des sages prescriptions de l'Église en matière de respect de la vie naissante. La vraie barbarie n'est pas du côté que l'on croit. Clovis, dont nous commémorons cette année le 1 500<sup>e</sup> anniversaire de la mort, a façonné la nation par un comportement bien différent, il s'est soumis à la réalité des choses, il ne l'a pas utilisée pour discourir et pour ramasser des suffrages. Il s'avéra très vite que lui seul avait une culture suffisamment marquée par la latinité, la force nécessaire et le génie militaire pour réunir toute la Gaule - cette terre de Gaule éprise de spiritualité, naguère perle de l'empire romain, imbibée du sang des multiples martyrs et que de grands évêques aidaient, dans la débâcle de l'empire, à surmonter le drame des invasions barbares, sauvant ainsi l'acquis de la civilisation... Ce pays, où saint Martin, au IV<sup>e</sup> siècle, avait déjà dessiné une ébauche des structures paroissiales, était comme une pièce en attente d'auteur. Clovis, fils de Childéric, ne s'enorgueillit pas d'être appelé à une telle mission par la volonté de Dieu, plus que par ses propres mérites, lesquels il savait ne tenir que de Dieu seul. Très humblement il reçut le baptême (Noël 496) : le baptistère est aux antipodes de l'urne électorale. Ce jour-là, avec trois mille de ses



La hapelle Saint-Michel d'Aiguilhe, dont la première construction remonterait à 969

guerriers, le roi des Francs scella un pacte avec Dieu, donc avec la sagesse éternelle, il exprima la volonté, de lui-même et des élites de la nation, d'y conformer pour toujours leur vie personnelle et la vie de la cité. Ce pacte avec Dieu fut aussi un pacte entre le roi et son peuple, car dès lors le roi "très chrétien", "lieutenant de Dieu sur terre", était "l'oint du Seigneur", donc celui qui ne s'appartiendrait plus mais devrait se donner, au besoin se sacrifier, pour promouvoir et garder de bonnes institutions et de bonnes lois de nature à aider ses sujets à accomplir dignement leurs fins dans ce monde et mériter la béatitude éternelle.

## Le pacte de Reims

La Gaule connaissait au temps de Clovis le drame d'une immigration-invasion : elle était occupée par les Francs qui ne demandaient qu'à s'intégrer à l'instar de leur roi (se souvenir de la vierge consacrée, franque par son père et gallo-romaine par sa mère, Geneviève, protectrice de Paris) mais occupée aussi par les Burgondes et les Wisigoths que leur adhésion à l'hérésie de l'arianisme, sorte de monothéisme totalitaire, rendait inaptes à souder une vraie société et à s'intégrer dans la Gaule chrétienne. Cette religion, ne reconnaissant pas le mystère du Christ rédempteur, roi des na-

tions, ni le mystère de l'amour entre les personnes dont la Trinité est le plus évident exemple, ressemblait étrangement à l'islam qui devait naître quatre siècles plus tard et se répandre agressivement depuis lors à chaque fois que le christianisme s'anémierait. Que fit alors Clovis ? Le contraire de ce qu'eût fait M. Sarkozy. Il ne se répandit pas en incantations sur la neutralité de l'État entre les diverses religions, ni sur l'égalité de celles-ci comme garantie égoïste de la paix civile. Le bien commun exigeait que l'arianisme fût éradiqué : il entreprit donc d'amener à se convertir les hérétiques les moins fanatisés, les Burgondes, parents de la belle reine Clotilde, puis il se porta à

Vouillé, contrée encore irradiée de la lumière de saint Hilaire, récent évêque de Poitiers, à la rencontre des intégristes Wisigoths et les chassa outre-Pyrénées. Clovis, le jour de son baptême, en abandonnant ses colliers entre les mains de saint Remi, évêque de Reims, abandonnait toute prétention au pouvoir religieux. On dit parfois que de là date la laïcité de l'État et sa séparation d'avec l'Église. Clovis, lui, ne séparait pas l'âme du corps de la nation, mais il distinguait les domaines, ne souhaitant, pas plus que plus tard le saint roi Louis IX, voir les évêques s'immiscer dans son action politique, mais toujours respectueux de l'enseignement de l'Église dans les choses relevant de la foi et de la morale. M. Sarkozy, lui, laisse écrire des lois qui vont nettement à l'encontre de l'enseignement de l'Église

## La vocation française

Le président de la République ne semble pas comprendre ce que fut en 496 cette merveilleuse rencontre d'une volonté divine inscrite sur la terre de Gaule et de la volonté politique de Clovis. Admirez le génie politique de saint Remi : dans un monde comme le nôtre, où tout était à rebâtir, il ne s'est pas contenté de prêcher l'œcuménisme avec les ariens hérétiques, il ne s'est pas demandé si Clovis respectait les "Droits de l'Homme". Il alla droit à l'essentiel, il fit un roi, car ce dont les hommes ont en tout temps le plus grand besoin, c'est d'être bien gouvernés, conduits à se forger des mœurs dans la lumière de la Vérité. Ainsi naquit la France, si bien que demander si la France est chrétienne, c'est demander si elle existe. Non chrétienne, elle ne serait jamais née. La veille de Noël 496, saint Remi s'entendit dicter la mission de la France (selon le récit de Flodoard) : « Le royaume des Francs est destiné par Dieu à défendre l'Église du Christ. Tant qu'il sera fidèle à sa vocation il sera victorieux. S'il s'y montre infidèle il se verra châtié. Il durera malgré tout jusqu'à la fin des temps. » La prophétie est terrible : la France sarkozienne est-elle réellement fidèle ?... ■

Michel Fromentoux

<sup>1</sup> D'après les comptes de Pascal Arnoux : *Histoire des rois de France et des chefs d'État*, éditions du Rocher, 2001.

## Courrier des lecteurs

LES QUINZE premières lignes de la présentation d'*Une jeunesse réactionnaire* de François Leger (*L'Action Française* 2000 du 3 mars 2011) contiennent un contresens. Bainville et Maurras ne couraient pas après les honneurs. Ce ne sont pas eux qui ont brigué leur élection à l'Académie française, ce sont leurs amis académiciens, notamment Daniel HaLévy et Henri Bordeaux qui y ont travaillé. Cette élection a bénéficié à la France et aux idées royalistes. Elle ne dut rien aux institutions républicaines. Nous connaissons la réaction de Léon Daudet apprenant l'élection de Jacques Bainville : « *C'est une des plus grandes joies de ma "chienne" de vie !* » Quant à Maurras qui enrichit notre langue française, création de nos rois, par ses œuvres en prose ou en vers, cette élection fut une juste récompense. Il convient de renvoyer à l'article Académie de l'Encyclopædia Universalis : « *Richelieu s'efforce, en politique intérieure, d'instaurer le pouvoir absolu, cependant qu'un fort nationalisme anime sa politique étrangère [...] pour porter la France à la tête des nations civilisées, Richelieu accorde sa protection à un groupe de lettrés qui prend le nom d'Académie française. "La principale fonction de l'Académie, dit le décret de fondation, sera de travailler avec tout le soin possible à donner des règles certaines à notre langue, à la rendre plus éloquente et capable de traiter les arts et les sciences."* » C'est bien faire de l'Académie un instrument éminent de la politique monarchique. □

Jérôme Florenac

### VOUS CHERCHEZ L'AF 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter : [www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

## L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité .....
- ✓ Prénom .....
- ✓ Nom .....
- ✓ Adresse .....
- .....
- ✓ Code postal .....
- ✓ Commune .....
- ✓ Téléphone .....
- ✓ Courriel .....

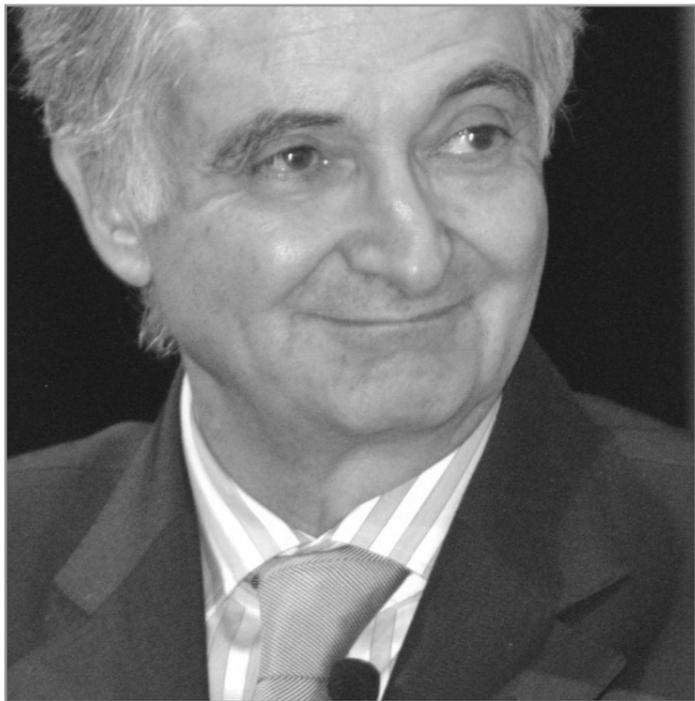
Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à : L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
  - France .....80 €
  - Étranger .....140 €
- Abonnement ordinaire
  - Un an .....125 €
  - Six mois .....70 €
- Abonnement de soutien
  - Un an .....150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
  - Un an .....70 €
- Outre-mer (un an)
  - DOM .....135 €
  - TOM .....165 €
- Étranger (un an)
  - Europe .....165 €
  - Autres pays .....178 €

□ JACQUES ATTALI

## L'histoire fantasmée

« *La France n'est pas spécialement chrétienne* », a déclaré Jacques Attali, qui joue avec l'histoire comme un enfant aux Lego, et construit un roman national au gré de ses humeurs. Rappel de quelques vérités.



Jacques Attali, sinistre technocrate au pouvoir depuis trente ans, insignifiant esprit qui dispute à Minc, Lévy (Bernard-Henri) et Schweitzer l'honneur de ridiculiser à tout jamais le concept d'intellectuel français, aussi méprisé du bas-peuple dont je m'enorgueillissais de faire partie qu'il est révééré des puissants, a eu chez Ruth Elkrief ce dernier trait qui signe sa définitive cacochymie : « *La France n'est pas spécialement chrétienne.* »

### Indécence

Comme je suis catholique, on m'accusera bien entendu d'être en la matière juge et partie, mais qu'on veuille noter cette remarque d'abord : si j'étais Irakien chrétien ou juif ou zoroastrien, je crois bien qu'il ne me passerait jamais par la tête d'affirmer l'œil cli-gnotant : « *L'Irak n'est pas spécialement musulman.* » On veut bien admettre que la République française se soit bâtie pour partie contre le pouvoir de l'Église, avec qui elle avait des comptes à régler. On veut bien qu'elle ait mis sur pied certaine laïcité qui visait à rendre l'État religieusement neutre. Mais le révisionnisme historique doit, par décence, respecter quelques limites. Il y a des barrières que l'intelligence ne franchit pas, dès lors qu'elle a quelque culture à quoi s'abreuver, dès lors qu'elle dispose de quelque science à quoi se nourrir. Cela qui fait défaut à notre bon maître Attali qui va, paternelle, son chemin de réinvention et de reconstruction de l'histoire de France. Le président de la commission pour la libération de la croissance française joue avec la vérité comme mes enfants aux Lego un mercredi après-midi d'hiver : il invente son roman national selon ses humeurs, et il bâ-

tit sa tour en interchangeant les événements du passé, s'il veut et quand il veut. Car il poursuit, après son affirmative insolence, sous le regard crépitant d'admiration de dame Elkrief : « *La France a été juive avant d'être chrétienne, certaines régions de France ont été musulmanes avant d'être chrétiennes.* » Si sa première proposition est fautive, elle l'est un peu moins que la seconde : il est permis de dire qu'il y eut des Juifs en « France », c'est-à-dire en Gaule romaine avant qu'il y eut des chrétiens, pour la bonne raison que ceux-ci n'existaient pas entre 52 avant le rabbi crucifié et 35 après lui (à la louche). De là à extrapoler que ces Juifs-là de cette époque-là, sans doute assez peu nombreux, aient durablement marqué la physionomie de ce qui deviendra la France, il y a une aventure que seul Attali, érudit comme un Mommсен du XXI<sup>e</sup> siècle, dépoussiéreur de parchemins averti, féru d'inscriptions antiques et archéologue confirmé, est en mesure de vivre. Nous ne l'y suivrons pas.

### Un passé islamique

Mais c'est quand notre benêt œcuménique franchit le second pas que la conscience se révolte, à moins que ce soit la rate qui se dilate, ou la glande hessélienne qui s'indigne : certaines régions de France auraient été islamisées avant que le moindre chrétien d'importance y pose le pied. On voit à quoi l'énarco-normalien fait allusion, on conçoit quel paralogisme a pu sourdre de la brumeuse cuisine qu'est ce crâne où ronfle à petits bouillons sans trêve son intelligence : il y a eu une conquête musulmane, venue d'Afrique du Nord, aux alentours des VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles qui, dans sa lancée

ibérique, même arrêtée par Charles Martel (on ne sait pas s'il a existé celui-là, mais simplifions), a tenu longtemps quelques territoires qui avaient été gaulois puis romains, puis ostrogoths et wisigoths puis francs avant que d'être français un jour : la Narbonnaise, Orange, Arles, le Var, etc. Jacques Attali, qui a trop de choses à savoir et à la fin c'est épuisant, c'est pas de sa faute s'il n'a pas pensé à acheter du pain en rentrant, a juste oublié l'espace d'un instant qu'il s'était passé quelques trucs pendant six siècles dans ces lieux, et que même s'il n'était pas né, et Mahomet non plus, on avait déjà inventé les évêques comme Hilaire d'Arles, les anachorètes comme saint Césaire et même saint Tropez pour le cas où Louis de Funès et Brigitte Bardot voudraient y faire un tour dans 1 600 ans. On avait déniché l'idée des prêtres, des moines et des moniales, c'est même par Marseille qu'Honorat et Jean Cassien introduisirent le monachisme en occident ; on avait convoqué des conciles locaux et œcuméniques, fulminé contre cent hérésies dont même Alain Juppé ne parviendrait pas à retenir la simple liste, rassemblé des bibliothèques gigantesques et la pourpre de certains empereurs avait bercé l'enfant christianisme pour qu'il grandisse.

### Racines nationales

À moins que Constantin quand il voulait aller de Rome à l'ibérie ait systématiquement fait un détour par l'Helvétie pour éviter de tomber sur un minaret entre Marseille et Sète. À moins que Marie-Madeleine n'ait pas été vénérée dans la Sainte-Baume au IV<sup>e</sup> siècle. À moins qu'Augustin le Berbère ait projeté d'aller évangéliser la Provence aux mains des mahométans. À moins que les Saintes-Marie-de-la-Mer aient été bâties par Viollet-le-Duc au XIX<sup>e</sup>. À moins qu'il n'y ait pas eu de concile à Arles en 314. À moins qu'il n'y ait jamais eu de cathédrale à Marseille, Avignon, Agde, Narbonne et Carcassonne avant Bernard de Clairvaux. Bref, si Attali nous dégotte les ruines de deux mosquées pour celles de trois mille églises dans la région, je lui tire mon chapeau. Non, pauvre Jacques, le secret, je vais te le dire : c'est que la France était chrétienne avant qu'elle soit la France et c'est même seulement comme ça qu'elle a pu devenir la France. C'est ça le secret de ses racines chrétiennes et ce n'est pas parce que ton ami Sarkozy qui n'est pas le mien va radotant ce refrain que je vais m'interdire de le penser et de le savoir et de le démontrer. ■

Jacques de Guillebon

## Au fil de la presse



Où il n'est pas dit que la crise économique et financière, débutée fin 2007 aux États-Unis, pour cause de titrisations toxiques spéculatives, soit derrière nous, tandis que la crise politique et sociale qui secoue le monde arabe nous réserve bien des surprises.

□ Dans le dernier numéro d'*Éléments* (n° 138, janvier-mars 2011) consacré à « *la politique de la misère* », Alain de Benoist, sous le pseudonyme de Robert de Herte, livre un éditorial aussi pédagogique que synthétique sur l'argent et la notion philosophico-économique d'échange qui la sous-tend nécessairement. Il commence par citer opportunément Max Weber qui écrivait en 1905 qu'« *un homme ne souhaite pas "par nature" gagner toujours plus d'argent : il veut simplement vivre et gagner autant qu'il lui est nécessaire pour cela* ». René de La Tour du Pin eut de semblables propos en France. Voilà de quoi fournir un argumentaire solide pour enterrer sans sépulture le superficiel slogan sarkozyste, « *travailler plus, pour gagner plus* ». De Benoist, s'appuyant sur Aristote qui avait déjà observé le caractère « *insatiable de la cupidité de l'humanité* », prédit le péril de l'argent : « *l'argent périra par l'argent, c'est-à-dire par l'hyperinflation, la faillite et le surendettement* » et explique finalement le cycle infernal et exponentiel du « *désir d'argent* » éternellement insatisfait, la quête « *du mieux* » se confondant avec celle « *du plus* », dans une sorte d'*hubris* de l'avoir à propos de laquelle « *les anciennes religions européennes n'ont cessé de mettre en garde* ». Le dossier de la revue s'attache à disséquer « *la logique du capitalisme [qui] a fait que les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres, et les classes moyennes en voie de paupérisation [et donc de disparition]* ».

□ Dans le même ordre d'idée, la revue païenne ethno-fascisante, *Réfléchir et Agir* (n° 37, hiver 2011), dédie ses pages centrales à un roboratif dossier « *pour une économie enracinée et solidaire* ». À l'origine, « *la tragédie économique [...] est d'abord celle d'une dépossession du pouvoir régalién de l'État [qui] date du 3 janvier 1973, lorsque Georges Pompidou [...] prit la décision dans la France serait désormais dans l'obligation d'emprunter [...] sur le marché privé, avec taux d'intérêt afférents, mettant fin, là, au droit de prêt à taux zéro jusqu'ici effectué par la Banque de France* ». C'est bien vu et on ne mesure pas à quel point l'impuissance publique

ayant résulté de cette funeste décision allait conduire à la privatisation progressive de la chose publique, la souveraineté "bodinienne" cédant le pas à la gouvernance entrepreneuriale.

□ Outre-Méditerranée une autre crise bat son plein, conséquence politique et sociale de la crise économique susdite. Circonscrite au monde arabo-musulman, elle peut néanmoins s'étendre à l'Europe, et donner lieu à des émeutes comme celles qui secouèrent la Grèce, sous la coupe réglée d'une austère politique de rigueur, en 2010. *Monde et Vie* (n° 839, février 2011) propose des entretiens avec « *des personnalités de terrain* », partant du principe que « *c'est en côtoyant l'homme de la rue que l'on prend le climat d'une nation* ». De la bouche de témoins avisés, on apprend qu'il y a lieu de craindre que l'Algérie ne subisse le même sort que ses pays-frères mais avec des conséquences redoutables pour la France et l'Europe acculés à une pression migratoire due « *à une énorme effet d'attraction amplifié par les liens qui unissent la France et l'Algérie* ». En Afrique subsaharienne, ce n'est pas mieux. La corruption extrême des gouvernants conjuguée à l'exaspération de populations jeunes, diplômées et/ou désœuvrées ne sont pas l'apanage des États du Moyen-Orient ou du Maghreb. Les rapports secrets du Département d'État américain diffusés par *Wikileaks*, sélectionnés et rassemblés dans un hors-série du *Monde* (février 2011), font apparaître qu'au Sénégal, si « *le président Wade a fini par prendre des mesures pour réprimer la corruption, [les Américains pensent] qu'il va se livrer à un numéro d'équilibre, mettant en œuvre ces mesures tout en laissant ceux qui sont habitués à piocher dans les fonds publics continuer à le faire afin de préserver leur loyauté à son égard* ». Or, ce serait « *sous-estimer l'importance de cette question pour les bailleurs de fonds et, de plus en plus, pour les électeurs* ».

Ce prurit révolutionnaire guette les autres pays frontaliers du Sénégal, sauf que les révoltes de la faim seront exacerbées par des rancœurs ethniques et religieuses. En somme, la fin d'un monde hérité des processus de décolonisations, à défaut de la fin du monde, étudiée dans le dernier numéro du *Choc du mois* (n° 41, février-mars 2011) qui embrasse la somme de toutes les peurs. Un numéro moins effrayant que la réalité.

Aristide Leucate

UNION EUROPÉENNE

# Fatalisme immigrationniste

Un rapport du Comité économique et social européen vient de le confirmer : en réponse au vieillissement de la population, les élites en sont réduites à promouvoir une immigration accrue.

C'est un rapport assez hallucinant qui a été adopté par le Comité économique et social européen (CESE) les 15 et 16 septembre 2010 et publié au Journal officiel de l'Union européenne du 15 février 2011, sur le thème du « rôle de l'immigration légale dans un contexte de défi démographique ». Le seul titre du document est édifiant !

## Jargon technocratique

Cet « avis exploratoire » est révélateur de l'état d'esprit des élites européennes ainsi que de la coupure entre elles et les peuples d'Europe. On peut notamment y lire « qu'il est nécessaire d'adopter une approche holistique pour faire face au défi démographique, en agissant sur de nombreux aspects économiques, sociaux et politiques ». On appréciera l'emploi du terme « holistique », à rattacher au procédé technocratique de tournures jargonneuses qui rend la compréhension par le profane plus complexe. « Approche globale » eût été sans doute plus approprié si ce rapport avait été adressé aux principaux intéressés (les peuples d'Europe.)

Et de continuer : « L'immigration légale fait partie de la réponse de l'UE à cette situation démographique. [...] En dépit de quelques différences nationales, l'UE et les États membres doivent disposer d'une législation ouverte qui permette une immigration pour raisons de travail au travers de canaux légaux et transparents, tant pour les travailleurs hautement qualifiés que pour les activités moins qualifiées. Compte tenu du défi démographique, le CESE est d'avis qu'il faut modifier les directives en vigueur et élaborer de nouveaux instruments législatifs. » On en revient au raisonnement assez calamiteux et



faux selon lequel face au vieillissement de la population européenne, la seule solution serait l'augmentation de l'immigration.

## Approche partielle

Peu importe, donc, que les immigrants, qui arrivent déjà en nombre sur notre continent, ne constituent pas une « force d'appoint » ayant pour finalité de « rajeunir » la population, mais, au contraire, en forment une nouvelle qui s'y substituera. Les Européens ne sauraient se définir uniquement en termes de retraités ou d'actifs : l'Europe est une civilisation, une mosaïque de cultures, une identité, une spiritualité... Les immigrants y arrivent en masses telles que, loin de s'y intégrer, ils importent avec eux leur modèle de vie et leur culture, bien éloignés du modèle européen. Or, conce-

voir les Européens en simple force de travail dont on peut palier le vieillissement par une simple substitution d'individus venus d'autres continents, c'est bien là une approche purement matérialiste et économique des choses, une conception abjecte de l'homme réduit au simple état de "ressource humaine".

Il existe d'autres solutions face au déficit démographique : politique nataliste, mécanisation de l'industrie, recul équitable de l'âge de la retraite, rationalisation et amélioration des formations professionnelles... À croire que, pour les auteurs de ce rapport, l'immigration en Europe n'est pas source de déracinement, de crise identitaire profonde, d'insécurité, de frictions communautaires... Deux récents sondages, plaçant le candidat d'extrême droite, Marine Le Pen, en

tête du premier tour de l'élection présidentielle de 2012, auraient peut-être dû alerter les technocrates européens. Il n'en est rien puisque ce rapport, prenant les devants, évacue la question d'un simple revers : « L'intolérance, le racisme et la xénophobie contre les immigrants et les minorités prennent de l'ampleur en Europe. Il faut que les responsables politiques, les dirigeants sociaux et les médias fassent preuve d'un sens élevé des responsabilités et d'une grande pédagogie politique et sociale pour prévenir ces attitudes. Il faut aussi que les institutions de l'UE agissent de manière décidée et que les organisations de la société civile soient très actives dans la lutte contre ces idéologies et ces comportements. » Tout un programme dont la nature authentiquement orwellienne peut faire frémir ! Non seulement les inquiétudes, bien légitimes, des citoyens européens face à l'immigration sont réduites à de simples manifestations « d'intolérance » et de « racisme », mais ce rapport appelle les politiques et les institutions à un travail de « pédagogie », doux euphémisme signifiant "propagande", quand il ne s'agit pas d'un arsenal législatif répressif et liberticide.

## Populisme

Un tel rapport ne peut que susciter l'indignation. Pas de surprise ainsi à constater jour après jour ce que Éric Zemmour appelait « la montée tranquille des droites populistes en Europe » dont l'Histoire nous a pourtant si souvent montré qu'elles n'apportent aucun remède aux maux qu'elles prétendaient combattre. Elles s'incarnent aujourd'hui dans l'imaginaire de nombre de gens, comme le dernier bastion. Un bastion plein de promesses vengeresses des damnés du rêve européen qui aura tout raté. Un gâchis dont l'oligarchie républicaine est pleinement complice... mais dont le contrecoup - insécurité, terrorisme, repli communautaire, destruction du tissu social, islamisation - sera intégralement subi par les jeunes générations d'Européens et par leurs enfants. ■

Stéphane Piolenc

## Eaux dormantes en Belgique

La crise politique suit son cours. À une allure d'escargot.



L'ANCIEN Premier ministre Jean-Luc Deheane (démocrate-chrétien) va jusqu'à déclarer en substance : « Peu importe qu'elle s'éternise encore durant cinq cents jours. Cela vaut mieux que des élections ! » En foi de quoi Wouter Beke (également démocrate-chrétien) conclut un premier tour de table. Le négociateur royal laissant peaufiner le calcul du budget pour le gouvernement en affaires courantes (sans le concours de la NVA), ne

reprendra ses consultations que la semaine prochaine. Pour pimenter cette actualité aussi étalée qu'un étang aux eaux dormantes, relevons que Bart De Wever a porté plainte contre un psychiatre - wallon - pour avoir dit qu'il souffrait du complexe de "l'enfant-roi". Il y a des ego avec lesquels on ne plaisante pas. □ Ch.-H.B.

## Remontrances européennes

Une pluie de remontrances s'est abattue sur les États membres de l'Union européenne le 14 mars.



PARMI les communiqués diffusés ce jour-là par Bruxelles, trois concernaient la France. Destinataire d'un avis "motivé", Paris est prié d'ouvrir à la concurrence les marchés publics portant sur l'achat de certaines données géographiques ; aujourd'hui, en effet, services et établissements publics de l'État sont tenus de solliciter l'Institut géographique national (IGN). Par ailleurs, faute d'avoir renouvelé les autorisa-

tions d'une soixantaines d'établissements à fort potentiel de pollution, la France se voit traînée devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Laquelle sera également appelée à se prononcer sur la "taxe télécom" ; introduite en 2009 pour contribuer au financement de l'audiovisuel public, celle-ci violerait la législation européenne, selon laquelle un tel prélèvement devrait être directement lié à la couverture des coûts de la réglementation du secteur des télécommunications. ■ G.D.

## Féminisme européen

Au programme : prime d'assurance, quotas dans les entreprises et lutte contre les "stéréotypes".

LE VERDICT est tombé le 1<sup>er</sup> mars : « La prise en compte du sexe de l'assuré en tant que facteur de risques dans les contrats d'assurance constitue une discrimination. » En conséquence, « la règle des primes et des prestations unisexes s'appliquera à compter du 21 décembre 2012 », a annoncé la Cour de Justice de l'Union européenne.

Bien qu'il mette les assureurs dans un relatif embarras, cet arrêt n'a pas tempéré la frénésie féministe qui gangrène l'Union européenne. Dès le lendemain, en effet, la commission des Droits de la femme du Parlement européen s'est prononcée en faveur de quotas afin d'imposer une représentation égalitaire de chacun des sexes dans les entreprises. (Il s'agit toutefois d'un simple avis.)

Quant au Conseil des ministres, il a adopté le 7 mars un « nouveau pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes ».

Une fois n'est pas coutume, il n'y est pas question de « genre », mais de « sexe ». Cela excepté, le document ne recèle aucune surprise, bien que l'on continue de s'interroger quant au projet de « mettre un terme à la conception stéréotypée des rôles de l'homme et de la femme ». À cet effet, « le Conseil demande instamment que des mesures soient prises au niveau des États membres et, le cas échéant, au niveau de l'Union ». En toute logique, s'ils tenaient leur engagement, les Vingt-Sept ne devraient-ils pas réprimander les parents offrant des poupees à leurs filles et réservant les voitures aux garçons ?

Dans un communiqué publié le 8 mars, à l'occasion de la journée internationale de la femme, l'Élysée s'est en tout cas gardé de verser dans de telles extrémités : « Rappelant que l'un des facteurs d'inégalité professionnelle reste la maternité et qu'une partie de celles qui interrompent leur activité professionnelle le font par manque de mode de garde adapté, le président de la République a indiqué que le rythme de créations de solutions de garde serait poursuivi, ainsi que leur diversification notamment en s'appuyant sur les crèches d'entreprises. » □

Grégoire Dubost

□ OIF

## Une Francophonie réservée

À l'approche de la journée internationale de la francophonie, qui sera célébrée le 20 mars, l'enseignement du français dans le monde paraît insuffisant, et l'implication diplomatique de l'Organisation bien timide.



Après de nombreuses manifestations qui ont solennisé, en 2010, son quarantième anniversaire, l'OIF (Organisation internationale de la francophonie) s'est enfin installée dans de nouveaux locaux au mois de février dernier. Les situations de crise, de révolte, voire de révolution dans plusieurs de ses pays membres pourraient être une occasion de montrer l'efficacité de ses structures et d'être plus présente sur la scène internationale.

### Lycées français

Jean-Pierre Raffarin, représentant personnel du président de la République pour la francophonie, considère que les enjeux diplomatiques de la Francophonie sont de trois ordres : le développement de l'offre d'enseignement de la langue française, le respect de l'usage du français dans les organisations internationales et la défense des valeurs de diversité et de respect des "droits de l'homme" que l'OIF s'est fixé comme objectif.

Sur le premier point il estime que l'enseignement du français dans le monde souffre d'un déclin de l'offre : les budgets limités ne permettent pas assez de créations de nouvelles écoles françaises. « La demande est très forte et souvent insatisfaite : quand une école nouvelle s'ouvre son effec-

tif d'élèves est presque immédiatement au complet. » De très nombreuses villes du monde, et pas seulement dans les pays membres de la Francophonie, demandent l'ouverture de lycées français... L'OIF ne peut en la matière qu'agir comme conseil en matière de gestion des priorités ; les véritables décisions en matière d'investissements en hommes et en équipements dépendent du ministère de l'Éducation nationale français et, dans une moindre mesure, de celui des Affaires étrangères, pour lesquels ce n'est apparemment pas une priorité.

Le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf, précise que si « les moyens financiers [de l'OIF] sont limités<sup>1</sup>, comme dans toutes les organisations, celle-ci dispose de moyens humains, de réseaux, d'expertise qui lui donnent une influence certaine dans ses États membres et au-delà de l'espace francophone ». Il souligne que la Francophonie, c'est non seulement l'OIF, mais aussi des opérateurs universitaires, des médias (TV5), des associations comme l'Association internationale des maires francophones...

### Triomphe de l'anglais

Dans les grandes organisations internationales, l'utilisation de la langue française connaît un déclin régulier, au bénéfice de l'anglais. Les exemples sont nombreux de responsables francophones qui n'utilisent pas le français dans leurs interventions et discours publics, alors que jamais la France et les pays de la Francophonie n'ont eu autant de responsables dans des postes stratégiques d'organisations internationales. C'est notamment le cas de M. Dominique Strauss-Kahn, dans ses fonctions de directeur général du FMI (Fond monétaire international) :

la plupart de ses interventions se font en anglais, et il réserve le français aux journalistes francophones qui l'interrogent en aparté, privilégiant l'anglais pour les conférences de presse ouvertes au monde entier. Plusieurs ambassadeurs de France se sont aussi fait remarquer en prononçant des discours en anglais devant des auditoires dont celui-ci n'était pas la langue maternelle. « Nous ne pouvons pas accepter que le français recule dans les organisations multilatérales ou internationales », affirme M. Raffarin. « Nous ne sommes pas dans un combat contre l'anglais », ajoute M. Abdou Diouf ; chacun cultive son jardin et, si l'anglais est plus important quantitativement, le français conserve ses qualités de précision et reste, avec l'anglais, la seule langue à être parlée sur les cinq continents.

### Langue politique

Le dernier enjeu, selon Jean-Pierre Raffarin, est politique, « car le français est une langue politique ». L'OIF s'est donné comme valeurs les "droits de l'homme", pour répondre au besoin d'unité des peuples de la Francophonie, et la "diversité", pour préserver leurs cultures et leurs civilisations propres. Mais, dans ce domaine, les événements récents, en Afrique noire, en Afrique du Nord et au Moyen Orient imposent une prise de parole de l'OIF, prise de parole qui semble avoir manqué ou avoir été si discrète que rares sont les médias qui s'en sont fait l'écho. Le monde francophone avait plus souvent, ces dernières années, été agité par des coups d'État militaires que par des soulèvements populaires. Les structures de l'OIF sont donc, de ce fait, mieux préparées à intervenir dans des cas

de prise de pouvoir autoritaire que dans des événements qui s'apparentent à des révolutions et s'accompagnent d'une disparition, au moins partielle, des institutions. Le fonctionnement diplomatique de l'OIF, ses modes d'action, extrêmement administratifs, ses délais d'intervention sont mal adaptés à l'action rapide dans des pays où on ne sait plus qui détient le pouvoir.

En Côte d'Ivoire, où les capacités de médiation de l'OIF auraient pu, semble-t-il, permettre son intervention, la Francophonie semble s'être limitée à une mission d'information et de surveillance du scrutin présidentiel des 31 octobre et 28 novembre 2010, s'arrêtant au lendemain du second tour. Depuis le 5 décembre, date d'un communiqué dans lequel l'OIF appelle à reconnaître comme élu M. A. Ouattara, on ne trouve plus mention d'aucune action ou intervention de l'OIF, alors que l'Union africaine et l'ONU se montrent très actives. Dans d'autres cas, comme en Guinée (fin 2008, début 2009) ou en Mauritanie (août 2008 à juillet 2009), l'OIF avait joué plus rapidement un rôle politique, prononcé des sanctions et entamé des médiations.

### Égypte et Tunisie

En Égypte, M. Abdou Diouf a pris acte, le 12 février, du départ d'Hosni Moubarak et a demandé aux autorités de transition d'approfondir le dialogue avec l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile, rappelant la solidarité de la communauté francophone et sa disponibilité à accompagner les autorités... Mais depuis cette date, rien ne semble avoir concrètement avancé.

En Tunisie, le 17 janvier, un communiqué de presse du secrétaire général de l'OIF avait aussi pris acte des efforts déployés pour la mise en place d'une transition dans le respect de l'ordre constitutionnel, déploré « avec une grande tristesse et beaucoup d'émotion les actes de répression ayant conduit à la mort de plusieurs dizaines de personnes », et exprimé la pleine disponibilité de la Francophonie pour appuyer et accompagner la transition en cours. Début mars, une délégation de l'OIF conduite par M. Hugo Saada, délégué à la Paix, à la Démocratie et aux Droits de l'homme, a été reçue par le ministre de la Justice et il semble qu'une coopération va s'établir.

Au moment de la journée de la Francophonie, le 20 mars, cette année dédiée à la jeunesse, le bilan semble un peu mince. L'OIF s'accroche à rappeler ses principes de démocratie, sans tenir compte de la situation particulière de pays dont les peuples ont avant tout manifesté un désir de liberté et une révolte contre la corruption. On serait en droit d'attendre une action un peu moins réservée. ■

Arnaud Danloux-Dumesnils

<sup>1</sup> 89 millions d'euros en 2009, dont un premier tiers est consacré aux frais de fonctionnement, et un second aux subventions et actions en faveur de la langue française et de l'éducation.

## Hommage au prince Alireza d'Iran

L'intense fourmillement de l'actualité internationale ne nous a pas permis de donner en son temps toute son importance à la tragique disparition, à l'âge de quarante-quatre ans, à Boston, du prince Chahpour Alireza d'Iran, fils cadet SM la chahbanou.

LE MALHEUR frappant une nouvelle fois la famille impériale d'Iran n'a pas échappé au fidèle fondateur du Mémorial des Rois, notre ami Chapour Sadler, lequel s'est rendu à la cérémonie du souvenir le samedi 19 février, avec sept cents royalistes iraniens et des personnalités européennes, notamment françaises, dont la princesse Gersende, duchesse d'Orléans, et la princesse Chantal de France, baronne de Sambucy de Sorgue.

Nous empruntons ici de longs passages au compte rendu de cette cérémonie par Chapour Sadler : « *Intégralement officieusement en persan, cet hommage strictement irano-iranien commémorait un prince persan érudit et polyglotte, à la culture encyclopédique, diplômé des prestigieuses universités de Princeton, Columbia et Harvard, passionné de civilisation antique iranienne et du zoroastrisme, de surcroît philologue accompli, maîtrisant toutes les langues et textes anté-islamiques de la Perse antique. Un insupportable exil si loin de la mère-patrie assiégée et barbarisée, assombri dès 1980 par la mort de son auguste père le chah-in-chah, restaurateur de la Perse antique, et en 2001 de sa sœur la princesse Leïla, prématurément disparue à l'âge de trente et un ans, avait considérablement affecté celui qui était second en ligne de succession au trône d'Iran. En présence de SAI le prince Chahpour Gholam Reza Palhavi, frère du défunt chah et des membres de la dynastie Palhavi, SM la chahbanou d'Iran, bien qu'accablée par le chagrin, prononça elle-même avec une dignité exemplaire à la fin de la cérémonie l'éloge funèbre de son fils cadet, non sans rappeler qu'elle se sentait dans cette terrible épreuve plus que jamais solidaire de toutes les mères endeuillées d'Iran, délivrant un message d'espoir en réaffirmant la mystique que "tant que le soleil brillera la lumière l'emportera sur les ténèbres" et que "l'Iran redeviendra la Perse". » □*

### JEAN-PIERRE LAMY

Estimations immobilières et commerciales

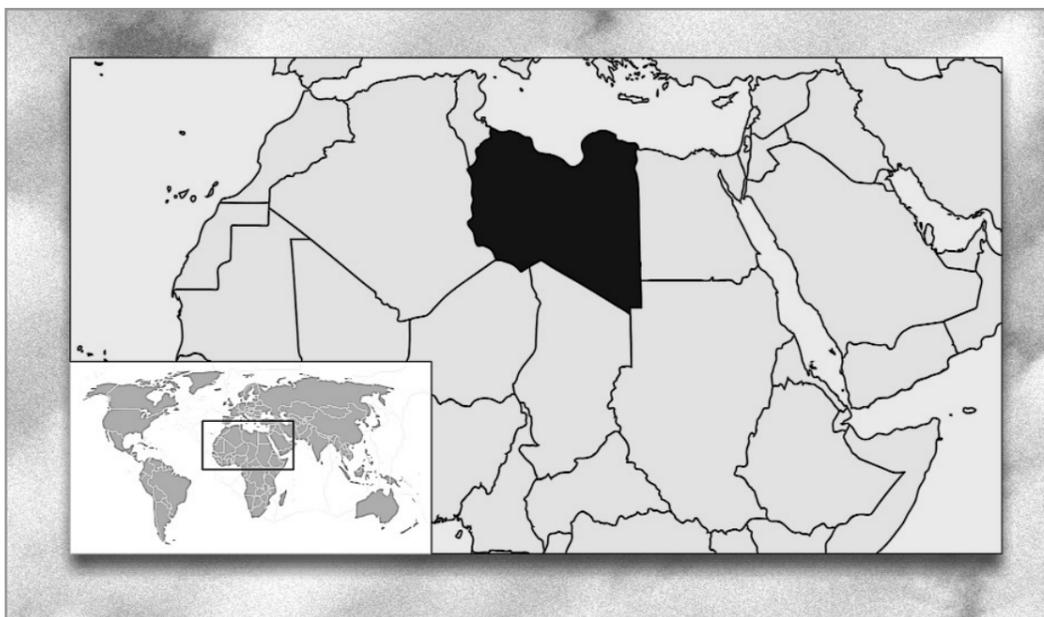
Membre de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Estimations Immobilières  
223 rue de l'Université 75007 Paris  
Bureaux à Avignon et Cannes  
06 63 09 35 16  
lamyjeanpierre@sfr.fr

□ RÉVOLUTION

# Un immense gâchis en Libye

En dépit de l'enthousiasme manifesté par les médias occidentaux lorsque se déclencha la révolte en Libye, le colonel Kadhafi tient bon. D'autant que les perspectives d'intervention militaire apparaissent peu réalistes... Explications.

Nous avons, malheureusement peut-être, raison. Et tous, ou presque tous les commentateurs de la grande presse et les experts, vrais ou autoproclamés, se sont trompés. Le régime du colonel Kadhafi, aussi exécutable soit-il, a tenu. Ce lundi matin, tout laisse à penser qu'il sortira vainqueur du chaos sanglant, véritable guerre civile, provoqué par la "révolution libyenne". Tout au moins provisoirement, car les choses vont sans doute bouger dans ce pays à moyen terme. Les forces dites loyalistes semblent avoir pratiquement réduit les insurgés, sauf à Benghazi. À défaut d'une intervention extérieure, la grande cité de l'Est ne pourra guère tenir longtemps. Dimanche soir, Tripoli a même demandé aux grandes compagnies pétrolières de reprendre les exportations du "brut". Coup médiatique, certes, mais signe d'un revirement de situation.



Si dans les tout prochains jours le régime de Tripoli ne se disloque pas, hypothèse au demeurant peu probable, il faudra organiser de toute urgence un sauvetage du peuple libyen.

## Des milliers de victimes

La principale victime de cet épisode sanglant est, sans le moindre doute, le peuple libyen, avec des milliers de victimes, d'un côté comme de l'autre, et des milliards de dégâts qu'il faudra longtemps pour réparer. La Libye en portera à jamais les stigmates. La proposition du président Sarkozy pour une intervention militaire franco-britannique afin de soutenir une "résistance" aux contours imprécis, a soulevé l'approbation enthousiaste de BHL et sans doute de quelques dîneurs en ville, entre poire et fromage, avant qu'ils ne passent à un autre sujet ! Était-elle possible ? Peut-être. Était-elle souhaitable ou productive ? On peut en douter

sérieusement. Les conseillers du président, voire lui-même, ignorent peut-être que, dans la mémoire collective des peuples arabes, ce tandem (franco-britannique) rappelle les deux puissances impériales du XIX<sup>e</sup> siècle ; leur action aurait soulevé une vague d'indignation aux conséquences politiques et économiques imprévisibles dont la France aurait été la principale victime, puisque son président en aurait été à l'origine. Le régime du "colonel fou" aurait été transformé en victime et de nombreuses voix à travers le monde n'auraient pas hésité à rappeler les relations "très spéciales" entretenues tant à Londres qu'à Paris avec Tripoli et à s'étonner de cette soudaine indignation. En

outre, sans mandat de l'ONU, donc décidée de manière unilatérale, elle aurait été totalement illégale, comme l'action anglo-américaine en Irak l'avait été dénoncée, à juste titre, en son temps, par la France et de nombreuses autres puissances. C'est peut-être, en ayant conscience de son impossibilité, que le président français en avait lancé l'idée, pour des motifs de politique intérieure et afin de désarmer par avance la gauche caviar, il y a encore peu admiratrice de Kadhafi et de son régime alors pro-soviétique, "révolutionnaire" et "progressiste". Mais, il n'est pas sûr que le pays réel, la France profonde, aurait apprécié l'implication de son armée et de ses fils et filles dans un nouveau

conflit sanglant. Passons, car le mal est évité. Pour le moment. L'autre idée proposée ici ou là, on en a beaucoup parlé à Washington avant de calmer progressivement le jeu, était de créer une zone d'exclusion ou de sécurité aérienne au-dessus du territoire libyen afin d'empêcher l'aviation du colonel Kadhafi de frapper les insurgés. Pour ce, il aurait fallu détruire au préalable - mais à quel prix ? - la défense anti-aérienne et les bases militaires libyennes et neutraliser son aviation. En fait une intervention militaire, par l'aviation et la marine, sans faire entrer les troupes en territoire libyen. Encore faudrait-il un mandat de l'ONU. Or, il est à peu près sûr, à l'heure où nous

opposeraient et que le Conseil de sécurité ne pourrait pas donner ce mandat à l'OTAN ou à un groupe de pays. Il y a peu de doute que le régime de Tripoli ne pouvait ignorer ces considérations. Son offensive violente et rapide pour réduire l'insurrection l'explique clairement. Si, d'ici quelques jours, la situation "se normalise" au moins en apparence, et si le "conseil de transition" de Benghazi est contraint de se replier sur Paris ou Londres, on voit difficilement comment ces supputations pourront continuer. On sera devant le fait accompli. C'est l'hypothèse qui a été émise par le chef des services de renseignement américains devant un comité du Sénat des États-Unis. Il faudra "faire avec" le régime libyen actuel, avec ou sans le "colonel fou", pour un certain temps au moins.

## Faire avec Kadhafi...

Si dans les tout prochains jours le régime de Tripoli ne se disloque pas, hypothèse au demeurant peu probable, il faudra organiser de toute urgence un sauvetage du peuple libyen, par l'envoi d'observateurs "internationaux" - surtout arabes et africains, mais pas seulement -, par une aide humanitaire rapide et efficace, et surtout empêcher la "purge" sanglante promise par Kadhafi aux insurgés. Ça sera dans l'intérêt bien compris des Libyens, victimes de ces affrontements sanglants, mais également dans l'intérêt de l'Europe, et de la France. Car, dans le cas contraire, les immigrants libyens s'ajouteront aux milliers de Tunisiens et autres peuples du Sud de la Méditerranée, qui commencent à affluer vers le nord de cette mer. Lorsqu'ils seront non des milliers mais des dizaines de milliers, aucune puissance, aucun discours ferme, aucun coup de menton électoraliste ne pourra les retenir. Puisque la "riposte" militaire n'a pu avoir lieu, malheureusement ou heureusement, chacun jugera selon son opinion, il est temps de passer à l'action diplomatique et humanitaire urgente et efficace. ■

Pascal Nari

## Tour d'horizon du monde arabe

La vague déclenchée en Tunisie, puis en Égypte - à Tunis avec l'encouragement, au Caire avec l'aide des Américains - frappe tout le monde arabe et continue. Même là où les "apprentis sorciers" ne le souhaitaient pas.

AU YÉMEN, base arrière d'El-Qaïda où de nombreux soldats américains sont stationnés, les troubles continuent malgré une dure répression. Le président Abdallah Saleh a de nombreux partisans ainsi que les forces de l'ordre avec lui et résiste. Ses adversaires ne désarment pas. On pourrait aller vers une sorte de guerre civile. On comprend l'inquiétude des Occidentaux, surtout de Washington. Dans l'archipel de Bahrein, la majorité chi'ite, 70 % de la population, sans doute agitée par Téhéran, commence à récla-

mer le départ de la dynastie Khalifa et l'instauration de la république. La police, composée surtout de sunnites et d'arabes d'autres pays, continue à réagir avec violence. Le sang coule. Mais la proximité de l'Arabie séoudite, sanctuaire pétrolier, modère les droits de l'homistes. On en parle aussi peu que possible. Cela ne va pas calmer la situation qui est explosive.

## L'Arabie séoudite menacée

Même l'Arabie séoudite n'est pas à l'abri. Le roi Abdallah, quatre-vingt-six ans et malade, rentré du Maroc où il se reposait depuis trois mois, a fait distribuer 36 milliards de dollars sous forme de diverses aides sociales et donné quelques promesses de réforme. Cela a apaisé les tensions, mais malgré la dureté de la police des foyers d'agitation subsistent. Koweït, autre riche pétro-monarchie, connaît aussi des troubles. On réclame des réformes ; et surtout les étrangers, presque tous arabes et surtout palestiniens, demandent un statut civil et... la

naturalisation, ce qui modifierait totalement la composition de la "population électorale" et la donne politique. Au Caire, l'armée et les structures de l'État maintiennent un minimum d'ordre. La "révolution" a triomphé selon les Occidentaux, mais on se bat et on se tue entre ses partisans et ses adversaires, parfois dix tués par jour. Les Coptes sont attaqués. Les Frères musulmans, dont Alain Juppé a rencontré les représentants, attendent leur heure, qui, malheureusement, pourrait venir très tôt. Tout comme Khomeïni lorsqu'il était en France, les "Frères" ont tenu au ministre français un langage "démocratique", le fameux Tahieh - mentir pour réussir - des islamistes. Cela rassure quelques Occidentaux. Ils déchanteront bientôt. La situation économique s'aggrave du fait de l'absence des touristes qui faisaient vivre six millions de personnes, les vraies victimes de la révolution. Le calme est précaire. En Tunisie, même avec un nouveau Premier ministre, rien ne va. Il faut à tout prix que les touristes reviennent. Or, sans

la stabilité ni la sécurité, qui commence à être un lointain souvenir, pas de touristes. Sans touristes, pas de travail. La démocratie ne fait pas vivre les gens. Cinquante partis politiques vont participer aux futures élections. On devine qui en sera le principal bénéficiaire, El nahola, section tunisienne des Frères musulmans... Sans commentaire.

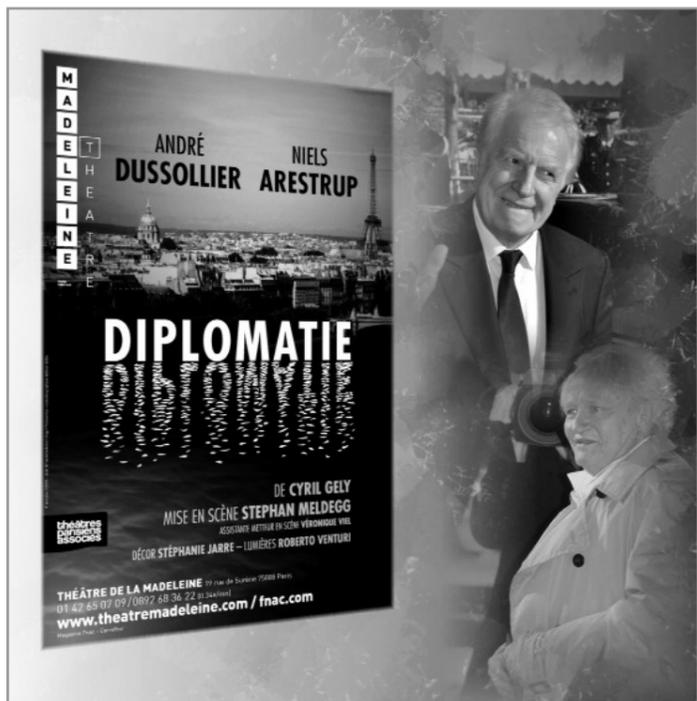
## Espoir au maroc

Un peu moins de pessimisme quant au Maroc. Le roi a fait des propositions solides et équilibrées de réformes. L'opinion leur a réservé un accueil très favorable. La monarchie y est un élément de stabilité. Certes, Mohamed VI n'est pas Hassan II, mais il a manœuvré avec intelligence. On ne pourrait que s'en réjouir. La crise palestinienne continue. Le Liban est loin d'être calme et en Algérie, croyons-nous, le feu est sous la cendre. Le monde arabe est agité, c'est le moins que l'on puisse dire. Ce qui s'y passe ne devrait pas nous laisser indifférent. ■ P.N.

□ THÉÂTRE

# Paris en sursis

Confronté à la déroute de ses troupes, Hitler ordonne la destruction de Paris. André Dussollier s'entretient avec Niels Arestrup pour le convaincre d'épargner la ville... Un dialogue intense, qui emporte toute l'attention du spectateur.



Si il est une pièce à voir, c'est *Diplomatie*, au théâtre de la Madeleine, avec André Dussollier et Niels Arestrup. Tout Paris s'y presse. Et plus encore. On vient de province pour ne pas manquer un spectacle de cette qualité. On a raison.

## Deux acteurs talentueux

Le scénario mêle la réalité à la fiction. Davantage : il les soude à tel point qu'ils ne peuvent être dissociés. Le 23 août 1944, Hitler donne l'ordre à Dietrich von Choltitz de détruire Paris. Le document en provenance du grand quartier général du Führer a le tranchant d'un verdict sans appel : « *Paris ne doit pas tomber aux mains de l'ennemi, ou l'ennemi ne doit trouver qu'un champ de ruines.* » Gouverneur général et chef des troupes allemandes du Grand Paris, von Choltitz va-t-il obtempérer ? Un homme va le faire fléchir et renoncer. Il s'appelle Raoul Nordling et est consul général de Suède à Paris. L'histoire est-elle connue ? Pas tout à fait. Car, dans la réalité, après avoir rencontré Nordling, c'est seul, dans le secret de sa conscience, que von Choltitz a pris sa décision. Cyril Gely, l'auteur de la pièce, imagine un acte unique construit autour du dialogue entre les deux protagonistes. Ce faisant, il autorise à s'interroger sur sa vérité virtuelle. Les deux acteurs épousent leur personnage au point que les spectateurs les identifient à eux. Le jeu est fondé sur leur psychologie respective. Nordling est un franco-suédois. Sa mère était française. Né à Paris, il a fait ses études à Janson de Sailly. Sa femme était française. Juive, comme le veut le scénario ? Sa biographie ne le dit pas. Mais le diplomate suédois qui plaide la

cause de Paris est lui-même un Parisien. Quand il s'efforce de convaincre, c'est en attirant von Choltitz au balcon de l'hôtel Meurice, en lui montrant Paris, en lui en parlant charnellement avec passion. Il n'y a pas que le diplomate. Il y a surtout l'amoureux de "sa" ville.

Face à lui, un aristocrate, soldat de métier et de tradition. Trois fois blessé pendant la Grande Guerre, von Choltitz, lors de la Seconde Guerre mondiale, participe aux campagnes de Pologne, de Hollande et de Belgique. Il sera en Russie, où il n'hésite pas à raser Sébastopol. Ce seront ensuite Stalingrad, l'Italie et la Normandie. Et voici l'épilogue, Paris ! Niels Arestrup, physiquement, moralement, incarne à tel point son personnage qu'il le ressuscite. Il le fait agir, penser, vivre. Devant Dussollier-Nordling, il s'arme de l'héritage d'une famille de soldats.

Chez les von Choltitz, on ne discute pas les ordres. Peu à peu, cependant, le dialogue se noue. L'officier résiste, puis fléchit pas à pas, ce qui fait toute l'intensité. Pour justifier la destruction de Paris, il y a celle des villes allemandes : Hambourg, Manheim, Berlin - il n'y a pas encore eu Dresde. Mais soudain, la digue se rompt. Von Choltitz a vu Hitler il y a peu. Celui-ci n'est plus l'homme "fascinant" qu'il était. « *De la bave s'écoulait de ses lèvres. Et son regard, Nordling... Son regard n'avait plus rien d'humain... C'est cet homme-là qui, pour s'assurer la fidélité de ses généraux, les menaçait de faire tuer leur famille s'ils "capitulaient".* »

## Une fissure dans la cuirasse

Sa famille, sa femme, ses enfants, voilà le défaut de sa cuirasse. Contre l'assurance que les siens seront, clandestinement, conduits en Suisse pour échapper à la Gestapo, von Choltitz renonce à exécuter l'ordre d'Hitler. Muré dans des certitudes qui s'écroulent sous la parole de Dussollier-Nordling, Arestrup-von Choltitz convainc. Aussi remarquable que soit Dussollier, c'est peut-être Niels Arestrup qui laisse l'impression la plus forte, plus durable. La décision repose sur lui. Que le couperet s'abatte ou demeure suspendu. Nous connaissons l'histoire, nous savons comment elle se termine. Il faut un art consommé pour nous faire douter de ce qui sera. Arestrup y réussit. Dussollier l'y a conduit. À voir absolument. ■

Charles-Henri Brignac

✓ Jusqu'au 17 avril, du mardi au samedi à 21 heures ; représentation supplémentaire à 8 heures le samedi.

## EXPOSITION

### Jardins romantiques

Il y a déjà dans l'air un parfum de printemps. Mais si l'air paraît encore un peu frais, pourquoi ne pas satisfaire vos envies de jardins en vous rendant au charmant musée de la Vie romantique, rue Chaptal à Paris ?

UNE BIEN JOLIE exposition vous y convie pour vous entraîner, au rythme de la flânerie, dans les allées du jardin des Lumières au parc romantique. Que vous aimiez ou non Jean-Jacques Rousseau, admirons le buste sculpté par Houdon. Même si ses *Rêveries d'un promeneur solitaire* ne sont pas les nôtres, n'en boudons pas pour autant les allées verdoyantes d'Ermenonville.

Le duc de Chartres, lui, cousin de Louis XVI, s'offrit un jardin près du hameau de Monceau, initialement ordonné "à la française". Il le fit transformer par Louis Carrogis, mieux connu sous le nom de Car-montelle. "Jardinier", mais peintre également, celui-ci en offre une vue dans une huile sur toile. Un

moulin « *hollandais* », une vigne « *italienne* », une « *tente tartare* », un minaret et un « *tombeau égyptien* » disent l'intention de « *réunir tous les temps et tous les lieux* », ce qui manque un peu de simplicité... J'avoue préférer le parc de la Malmaison où Joséphine aimait s'entourer de roses qui firent la gloire de Redouté lorsqu'il les peignit.

### Un grand cierge de fleurs

Au fil de la flânerie, relevons ce tableau de la reine Hortense à Aix-les-Bains. Il est empreint de mélancolie. De celle ressentie par le modèle d'Antoine Duclaux pleurant la mort d'une amie emportée par les eaux tourbillonnantes de la cascade de Grésy. Gagnons, bien des années plus tard, le château de Neuilly, devenu la propriété de Louis-Philippe, qui l'acheta alors qu'il était encore duc d'Orléans. Antoine Chazal a signé une huile sur toile où l'on admire un yucca gloriosa en majesté. Sous un soleil froid, le yucca fait figure d'un grand cierge de fleurs blanches. Sa flamme florale illumine cette jolie exposition consacrée à une nature modelée par les hommes. Des hommes de goût. ■ Ch-H.B.



la reine Hortense à Aix-les-Bains par Antoine Duclaux

✓ Musée de la Vie romantique, 16 rue Chaptal, Paris 9<sup>e</sup>. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 18 heures. Tél. : 01 55 31 95 67.

## Sur des locutions incertaines et perfides



Un soir de méchante humeur, j'ai rencontré des expressions du commun langage français qui m'ont paru douteuses, équivoques, et même chafouines, tartuffières et quasi-vénéneuses.

PARMI les locutions d'apparence inoffensive et même indiscutables dans leur emploi quotidien, il y a « *il faut* », « *il ne faut pas* » et « *il faut bien* ». « *Il faut* » est hautain, péremptoire et parfois grimaçant. « *Il ne faut pas* » est insoupçonnable dans sa vertu impérative ; c'est un garde-champêtre du temps jadis. Au contraire, « *il faut bien* » est presque condescendant, doucereux, comme un peu honteux de sa timidité ; et, comme dirait l'ami Polydore, cette expression a quelque chose de « *péteux* ». Nous avons tous appris par cœur le propos de Philinte dans *Le Misanthrope* de Molière : « *Mais quand on est du monde, il faut bien que l'on rende quelques dehors civils que l'usage demande.* ». À mon sens, Philinte bafouille noblement, et ce n'est pas sans raison. L'ami Polydore aime à proclamer : « *Le bafouillage a toujours mauvaise conscience !* » Le style de Philinte appartient au genre des mondanités balbutiantes, si l'on ne veut pas dire « *bafouillantes* », et Molière a écouté parler son personnage avec une clairvoyance et une exactitude que l'on retrouverait en maints autres dialogues de son théâtre.

« *Il faut bien* », dit encore l'ami Polydore, « *implique toujours une molle sympathie pour les délinquants et pour les imbéciles* », parfois pour les deux en même temps. Le misanthrope Alceste, en entendant proférer la formule, a envie de s'écrier : « *Qui donc a dit "il faut bien" ? Mahomet, Joseph Prudhomme, ou Monsieur Fenouillard ?* » Cet axiome commode et perfide affecte un air de certitude et

d'autorité, alors qu'il tend à jeter le discrédit, voire l'interdit, sur tout recours au principe d'autorité supérieure. Avec « *bien* » il révèle sa tendance capitularde alors que le seul « *il faut* » pouvait faire croire à la conviction de l'orateur. Dans une optique assez voisine mais apparemment contraire, je joindrai à mon tableau de chasse linguistique l'interrogation autoritaire, rageuse et sans réplique : « *De quel droit ?* » La belette de la fable de La Fontaine use de ce « *droit* » brumeux pour embarrasser l'infortuné lapin. Les émules et compagnons de Robespierre, tout comme les actuels nostalgiques de Staline, le Petit Père des peuples, excellent également à se réclamer de droits aussi chimériques que théoriquement imprescriptibles. On le regrette pour l'harmonieuse image de la balance comme symbole du droit. Je tiens la balance pour un élément essentiellement poétique, depuis le temps où, dans la salle à manger d'un bon hôtel d'une petite ville de l'Ouest, j'admirais une belle balance de cuivre sur la cheminée : l'hôtel s'appelait, et sans doute s'appelle encore, hôtel du Tribunal. Après tout, la silhouette de la balance rappelle une croix et c'est, je crois, Maurras, qui proclamait que le vrai droit était divin...

Nous avons besoin de la fleur de lys consolatrice, cette image aimable et symétrique dans sa composition. Si nos sociétés françaises présentent un droit authentique et par conséquent divin, le lys doit fleurir sur la conscience de nos droits et de nos devoirs. □

Jean-Baptiste Morvan

## □ CHRÉTIENS D'ISLAM

# Au risque du martyre

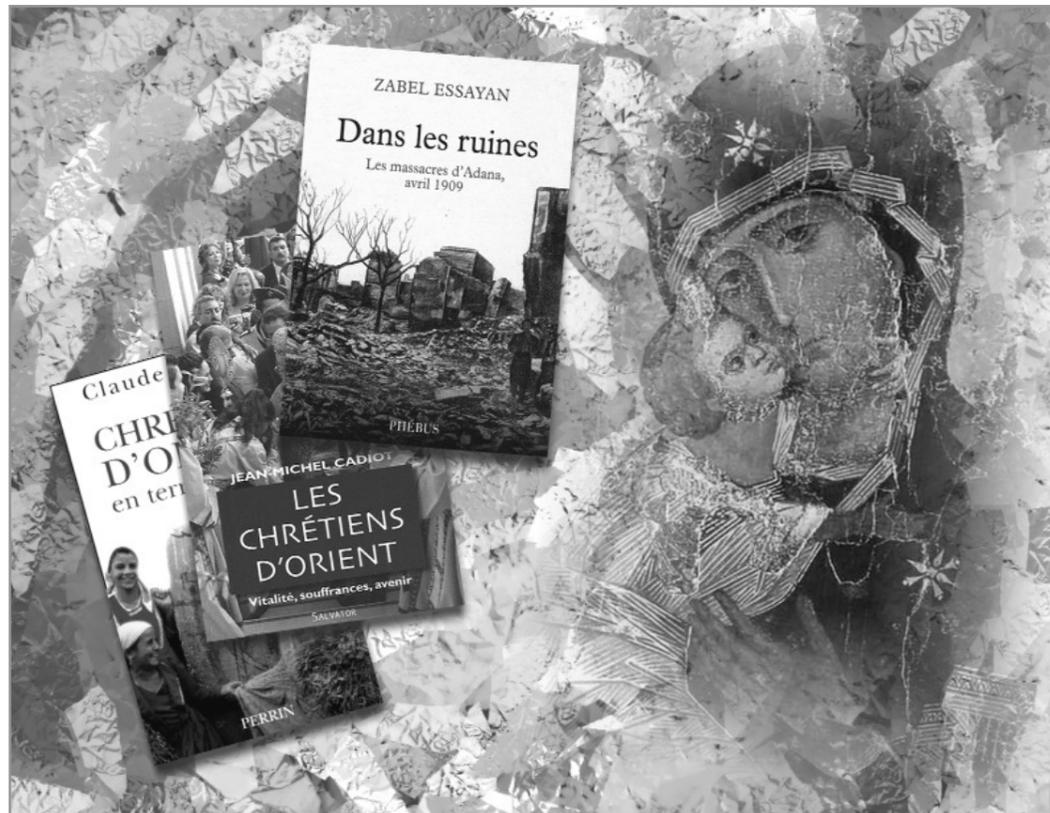
Dans un monde musulman déstabilisé, les chrétiens, assimilés à l'ennemi occidental, sont redevenus les cibles privilégiées du fanatisme haineux, comme le prouve l'actualité des derniers mois. Mais le phénomène est ancien, et récurrent.

La philosophie de l'histoire qui prévaut dans nos sociétés occidentales, imprégnée du dogme du progrès, du respect des droits de l'homme, du modèle démocratique et libéral, apparaît, s'agissant des minorités chrétiennes en pays musulmans, battue en brèche par la réalité ; l'intervention américaine en Irak, les mouvements insurrectionnels, loin d'améliorer le sort des chrétiens locaux, ont marqué le début d'un calvaire dont elles désespèrent de voir le bout. Pour prendre la mesure du phénomène, il faut se référer à l'ouvrage de Claude Lorieux, *Chrétiens d'Orient en terres d'islam*, paru en 2001, avant la tragédie du 11 Septembre et ce qui s'ensuivit. Constat accablant.

### Synthèse remarquable

Spécialiste du Proche-Orient, Lorieux avait eu de nombreuses occasions de visiter les Églises de Turquie, Irak, Syrie, Liban, Jordanie, Israël, Palestine, Iran, Égypte, Soudan, et même les communautés réduites à la clandestinité de la péninsule arabique. Si l'on excepte le drame des chrétiens de Khartoum, qui devrait trouver un dénouement heureux du fait de la partition du pays, la situation, partout ailleurs, loin de s'améliorer, n'a cessé de se dégrader tandis que les mouvements islamistes, favorisés par la chute des dictatures laïques, prenaient de l'ampleur. Le cas irakien en donne l'exemple démonstration puisque des communautés, protégées par Saddam Hussein, se sont, depuis la chute du régime, retrouvées exposées à la vindicte de leurs concitoyens musulmans, acculées à la fuite ou à la mort. Par ces aspects liés à l'actualité, le travail de Lorieux a vieilli, mais reste, outre un instantané de l'état des chrétiens d'Orient avant 2001 qui a pris valeur historique, l'une des plus claires et remarquables synthèses tentées sur le passé de ces communautés, leurs espoirs, leurs rêves, leurs malheurs. Ce qui en fait un ouvrage de référence indispensable.

Récent, celui de Jean-Michel Cadiot, *Les Chrétiens d'Orient*, ne saurait ni l'égaliser, ni le remplacer. Certes, il fait le point sur cent millions de catholiques, orthodoxes, nestoriens, coptes, maronites, syriaques, chaldéens, protestants, invraisemblablement regardés, tant par leurs compatriotes que par la communauté internationale, comme convertis à la foi de l'Europe, eux qui demeurèrent fidèles à leur religion ancestrale quand leurs voisins passaient à celle du conquérant arabe ou turc. Certes, il y a là des points de vue intéressants. Hélas, tout cela apparaît embrouillé dans des



pages où se mêlent considérations historiques trop vastes, jugements désolés sur l'incapacité chrétienne à se fondre dans un œcuménisme fraternel, et impuissance à cerner le sujet, de sorte que l'on ne sait plus ni où ni quand commencent et finissent ces chrétiens d'Orient.

### Épuration ethnique

Si l'on se souvient des massacres d'Arméniens orchestrés, dès 1896, par Abdul Hamid, puis, en 1915, par les Jeunes Turcs désireux d'en finir avec une communauté soupçonnée de tendre la main aux Alliés, l'épuration ethnique de la Cilicie, en 1909, prise entre ces bains de sang, a sombré dans l'oubli. La réédition des reportages de la journaliste arménienne Zabel Essayan, *Dans les ruines*, remet en pleine lumière ces massacres d'Adana. Il demeure malaisé de comprendre les raisons de la sauvage flambée de violence qui tua trente mille Arméniens, souvent rescapés des tueries de 1896 réfugiés dans la paisible Cilicie. Arrivée sur les lieux deux mois après ce déchaînement d'atrocités, Zabel Essayan, intellectuelle francophone pénétrée d'idéologies des lumières, constata, ramenée brutalement à ses origines, ce dont la barbarie humaine est capable. Son récit est un témoignage halluciné, enfanatoire : tueries, tortures, enfants et adolescentes convertis de force, abjurations de désespérés que l'apostasie ne sauva pas toujours, détresse des survivants, héroïsme d'hommes qui firent tête aux égorgés et réussirent parfois à couvrir la fuite des leurs,

avant de succomber sous le nombre, ou d'être pendus pour rébellion... Tout cela emblématique de la tragédie arménienne, du cortège de souffrances d'un peuple qui paya cher l'honneur d'avoir été le premier royaume chrétien du monde, mais d'une telle force, d'une telle violence que ce texte terrifiant devient hymne poignant à la mémoire de toutes les victimes de toutes les tueries d'une Histoire définitivement tragique.

Aux massacres d'Arméniens succéda l'exode des Grecs, achevé en 1955, de sorte qu'il ne demeure dans ce qui fut l'Empire byzantin qu'une poignée de chrétiens dispersés, en but aux persécutions d'un État décidé à éradiquer ce qu'il considère comme des minorités allogènes potentiellement hostiles. Cette réalité, occultée à l'heure où l'on cherche à nous convaincre de l'intérêt d'une adhésion de la Turquie à la Communauté européenne, contrebalance rêveries et sympathies engendrées par la lecture de Loti ou Farrère... Sébastien de Courtois connaît cette attristante ambivalence et cherche à la comprendre à travers un *Périple en Turquie chrétienne* aux accents de requiem. Il y a cette haine qui ne désarme pas, absurde, sanglante, illustrée par l'assassinat annoncé d'un journaliste arménien coupable de rappeler certains faits, dire certaines choses, que les poursuites judiciaires n'avaient pas fait taire. Les chrétiens assassinés en Turquie ne sont pas rares ; cela explique la prudence des autres. Ces expropriations qui privent les Églises de leurs biens et favorisent leur disparition. Entre un présent in-

quiétant et un passé grandiose dont les traces deviennent indiscernables dans un pays qui ne favorise pas la restauration de monuments chrétiens, la promenade, documentée, passionnante, jamais hostile ni partisane, invite à se poser nombre de questions, d'une brûlante actualité.

### Voyage en Palestine

Qui s'est rendu à Bethléem voilà trente ans se souvient de l'accueil chaleureux réservé aux pèlerins par les Palestiniens chrétiens, majoritaires. Ils ne représentent plus aujourd'hui que 10 % d'une population arabe prise au piège de l'Intifada et de l'occupation israélienne. Les autres ont eu le choix entre l'exil et la conversion à l'islam qui leur rendait une identité malmenée de toutes parts. Telle est l'une des réalités de ces *Chrétiens en Terre Sainte* dont les médias ne parlent que pour moquer leurs divisions et leurs querelles autour du Saint Sépulcre. Le mérite de Catherine Dupeyron est d'aller plus loin, de souligner qu'au-delà d'une diminution évidente de leur nombre, nous assistons à une redistribution des cartes. Tandis que disparaissent les Églises orientales, surgissent des mouvements évangélistes apocalyptiques venus chercher dans la vallée de Josaphat les signes des derniers temps... Tout cela éclaire un aspect intéressant d'une certaine politique américaine au Proche-Orient. Il n'y a pas de quoi être rassuré.

Le triomphe mérité du film de Xavier Beauvois, *Des hommes et des dieux*, a popularisé la quête mystique et fraternelle du prieuré

trappiste Notre-Dame de l'Atlas. Donnée envie, aussi, de mieux connaître ces moines qui avaient choisi de rester dans une Algérie déchirée au risque d'en mourir. Force est cependant d'admettre que les ouvrages remis en vente à cette occasion se révèlent décevants. *Passion pour l'Algérie* de l'Américain John Kiser a servi de référence durant le tournage. Cela s'admet si l'on considère le soin mis à retracer le parcours, le quotidien, les motivations, la vie des sept frères martyrs. Cette recherche est unique, énorme, précieuse. Mais Kiser est américain. Il pense, analyse, commente en Américain dont l'ignorance profonde, quasi-invincible des façons d'être et de l'histoire du reste du monde n'entame pas l'arrogance et la prétentieuse bonne conscience. Peu importe qu'il ne saisisse rien à ce que furent les rapports franco-algériens. Il s'est fait sa vision des événements, anti-colonialiste et sereine. Il explique, péremptoire, que, face à un FLN bon et héroïque, l'armée française et l'OAS ont multiplié les crimes, avant de pousser leurs compatriotes à fuir le pays indépendant et fraternel qui allait naître. C'est odieux. Reste la possibilité de sauter les premiers chapitres. Si le cœur vous en dit.

### L'Église en Algérie

Publié à l'origine sous le titre *Une espérance à perte de vie*, le reportage que Jean-Luc Barré consacra à l'été 1996 à l'état de l'Église en Algérie ressort sous le label Tibhirine. Or, il n'est presque jamais question des moines dans ce texte qui met en évidence les désillusions de prêtres, religieux, prélats jadis acquis à la cause FLN, par idéalisme chrétien sincère, semble-t-il, pour qui le réveil fut amer et sanglant. C'est finalement à un musulman, Kebir Ammi, que l'on doit le plus fraternel, le plus consolant sur les relations entre les deux fois et les deux cultures. Sur les pas de saint Augustin est un périple attachant, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, à la recherche de l'enfant de Thagaste, avec les *Confessions* pour guide. Écrit dans une langue délicate, ce texte donne l'indicible regret de ce qui aurait pu, de ce qui aurait dû être... ■

Anne Bernet

✓ Claude Lorieux : *Chrétiens d'Orient en terres d'islam*, Perrin, 370 p., 21,19 €.

✓ Jean-Michel Cadiot : *Les Chrétiens d'Orient*, Salvator, 335 p., 22,50 €.

✓ Zabel Essayan : *Dans les ruines*, Phébus, 302 p., 23 €.

✓ Sébastien de Courtois : *Périple en Turquie chrétienne*, Presses de la Renaissance, 270 p., 18,50 s.

✓ Catherine Dupeyron : *Chrétiens en Terre Sainte*, Albin Michel, 285 p., 19 €.

✓ John Kiser : *Passion pour l'Algérie, les moines de Tibhirine*, Nouvelle Cité, 480 p., 24 €.

✓ Jean-Luc Barré : *Tibhirine, une espérance à perte de vie*, Fayard, 165 p., 12 €.

✓ Kebir Ammi : *Sur les pas de saint Augustin*, Presses de la Renaissance, 155 p., 8 €.

ITALIE

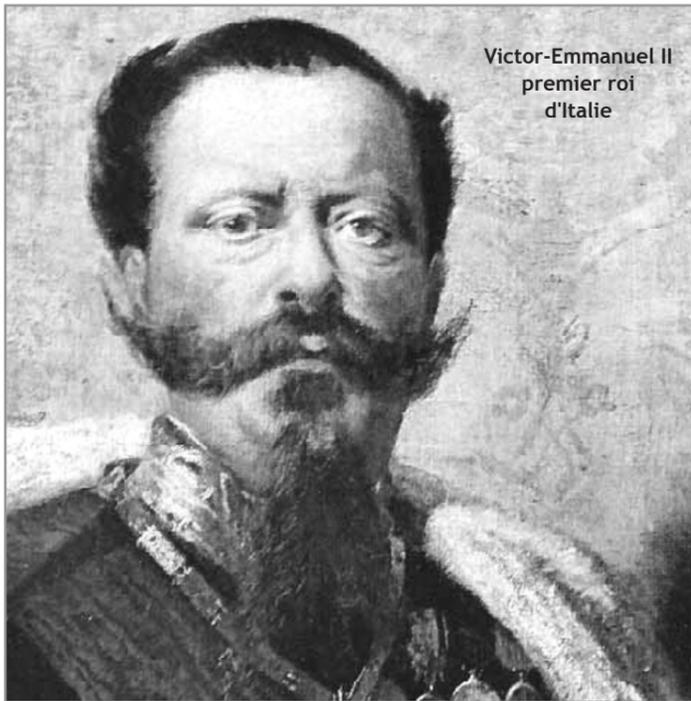
# Les frustrations de l'Unité

L'Italie commémore les 150 ans de son unité sans grand enthousiasme. Témoins, les difficultés de financement des cérémonies officielles. Retour sur le Risorgimento – un pur produit des Lumières.

C'est dans un pays rien moins qu'uni, traversé de secousses politiques et identitaires, que le président de la République Giorgio Napolitano devait donner, ce jeudi 17 mars, le coup d'envoi des cérémonies commémoratives du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Unité italienne. Une unification réalisée formellement en 1861 par Victor-Emmanuel II de Savoie, roi de Piémont-Sardaigne, avec le concours - décisif - de Cavour et de Garibaldi, deux des principaux acteurs du Risorgimento.

## En traînant les pieds

Des concerts, des expositions, des conférences sont prévus au moins jusqu'au 2 juin, jour de la fête de la République et date anniversaire du référendum de 1946 qui abrogea la monarchie ; les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne, de la Russie, des États-Unis et des grands pays d'émigration italienne sont conviés ce jour-là à Rome à un "sommet de commémoration". Pourtant, faute de moyens et d'unanimité, les festivités ont failli être réduites à bien peu de chose. Sans l'opiniâtreté idéologique du président de la République, cette commémoration n'aurait guère mobilisé que le milieu académique et quelques patriotes convaincus. Pour donner de l'ampleur à l'événement, il aura fallu gratter les fonds de tiroirs, amputer le budget de ministres rétifs, convaincre de la pertinence de la célébration un président du Conseil ayant des juges à ses trousses. Non sans provoquer la grogne des ministres léguistes qui ont refusé de souscrire au décret gouvernemental faisant de ce 17 mars un jour férié. Selon Umberto Bossi et ses amis de la Ligue du Nord, « c'est une pure folie pour un pays qui a le plus fort déficit public en Europe ». Un souci partagé par le patronat, la Confindustria ; aussi, pour compenser cette « perte de productivité », le gouvernement a-t-il décidé de faire



Victor-Emmanuel II  
premier roi  
d'Italie

exceptionnellement du 4 novembre, fête des armées, un jour ouvré. À ce genre de mégotage, on voit combien l'enthousiasme fait défaut. Quand ce n'est pas l'hostilité qui s'exprime, comme dans les rangs de la Ligue du Nord où le fédéralisme est plus que jamais le maître mot, avec un discours parfois haineux à l'endroit des populations méridionales.

## Un goût de défaite

À l'autre bout de la Botte, justement, le sentiment général, pour être plus nuancé, n'en est pas moins empreint de réserves. En particulier chez les bourbonniens et néo-bourbonniens qui récusent ce qu'ils appellent « la rhétorique risorgimentiste » et refusent évidemment de cautionner un événement, l'Unité italienne, qui a pour eux un goût de défaite. L'équipée révolutionnaire de Garibaldi en Sicile et dans le royaume de Naples, la répression sauvage exercée contre les paysans réfractaires, autant de violences qui taraudent les mémoires. Dernier

roi des Deux-Siciles, François II avait peut-être raté le coche de l'histoire en refusant auparavant l'alliance avec la Sardaigne, préconisée par une partie de ses conseillers, et le partage des États pontificaux. Quoi qu'il en soit, le royaume des Bourbons-Sicile a de facto cessé d'exister quand, en novembre 1860, Garibaldi fit son entrée à Naples au côté de Victor-Emmanuel II, auquel le "condottiere niçois" venait de faire allégeance. Le domaine de Victor-Emmanuel s'est singulièrement agrandi depuis un an. Grâce à l'habileté diplomatique de Cavour qui s'est assuré les bonnes grâces de Napoléon III, mais en payant le prix fort en vies humaines (dans les batailles de Magenta et de Solferino, où les troupes franco-sardes défirent les Autrichiens). La Lombardie est désormais rattachée au royaume de Haute-Italie ; suivront les annexions des duchés de Parme, Modène et Toscane, puis des États pontificaux, à l'exception de Rome alors sous la protection de Napoléon III au nom de

la "catholicité de la France". Toutes ces conquêtes sont ratifiées à écrasantes majorités par des plébiscites. Sont également consultées les populations de Nice et de la Savoie, territoires piémontais qui sont cédées à la France en reconnaissance de son soutien à l'unification italienne. Comme l'admet l'historien Pierre Milza dans son *Histoire de l'Italie*, « nombre d'électeurs ont voté sous l'emprise de classes aisées acquises aux idées libérales ». Car le Risorgimento est un pur produit des Lumières et du jacobinisme, dont les principes ont ébranlé et finalement mis à bas l'ordre restauré au congrès de Vienne. D'ailleurs, Giuseppe Mazzini, référence majeure de l'époque, a toujours conspiré pour établir un régime républicain. Et avant de se ranger par opportunisme sous la bannière des Savoie, Garibaldi ne jurait lui aussi que par la république.

## Fidélité monarchique

C'est dans ce contexte que le libéral Cavour organisa des élections générales en janvier 1861. Réuni à Turin le 17 mars de la même année, le premier parlement de l'unification proclamait Victor-Emmanuel II roi d'Italie « par la grâce de Dieu et la volonté de la nation ». Pourtant manquaient encore la Vénétie, toujours tenue par l'Autriche (jusqu'en 1866), et Rome, qui ne deviendra la capitale du royaume qu'en 1870 - une "loi de Garanties" réglant alors, en principe, le statut du Saint-Siège. « L'Italie est faite », avait estimé le comte de Cavour peu avant de mourir en juin 1861. Plus perspicace, son prédécesseur auprès de Victor-Emmanuel II, le marquis d'Azeglio, eut cette formule qui fit florès : « L'Italie est faite, il reste à faire les Italiens. » Un siècle et demi plus tard, il n'est pas sûr que le projet soit abouti. Partie prenante de ce 150<sup>e</sup> anniversaire, l'Alleanza monarchica a demandé aux Italiens de pavoiser avec le drapeau tricolore portant en son centre le blason de la maison de Savoie surmonté de la couronne royale, en vigueur jusqu'en 1946. Cette fidélité contraste avec le présent effacement politique de la famille de Savoie, qui a raté son retour en Italie. Une autre source de frustration. ■

Guy C. Mensuier

## Par tous les saints !

Ce ravissant petit album dresse le portraits d'une centaine de saints et saintes, plus ou moins célèbres ou populaires.

QUI FONDA l'ordre des Ursulines ? Connaissez-vous Alix Leclerc ? Pourquoi Fidèle de Sigmaringen patronne-t-il le Barreau ? Comptiez-vous saint Défendant, honoré en Piémont, parmi les martyrs de la légion Thébaïne ? Pourquoi invoque-t-on Joseph de Cupertino afin de réussir ses examens ? Comment saint Honoré devint-il le patron des boulangers et des pâtisseries ? Ils sont une centaine, saints et saintes plus ou moins célèbres, plus ou moins populaires à se succéder dans l'ordre alphabétique au fil des pages de ce ravissant petit album, conçu à l'imitation des ouvrages de piété du XIX<sup>e</sup> siècle, doré sur tranche sous couverture fleurie, illustré d'images pieuses anciennes. De brèves notices résumées, dans l'esprit de la Tradition, leur vie, leurs miracles, leurs patronages, et donnent envie de mieux les connaître.

Defendente Genolini, signataire du deuxième tome de cette série, c'est Alexamenos, le prêtre chroniqueur de l'excellente émission *Dieu merci !* sur la chaîne Direct 8 : une garantie de sérieux, d'intelligence, et de catholicisme, qui fait de ce très joli livre un cadeau idéal à l'approche des premières communions, confirmations et professions de foi. □

Anne Bernet

✓ Defendente Genolini : *Le Petit Livre des saints*, tome II, Le Chêne, 192 p., 14,90 €.



## MÉMOIRE

### Le nain des Jardin

Quand le petit-fils d'un "collabo" vocifère contre sa famille.

PARCE QUE SON PAPY n'a pas fait de la résistance, le nain des Jardin (Alexandre) en gardait depuis longtemps un stigmate infamant dont il a voulu se purifier dans un lavage de linge familial en public, intitulé *Des gens très bien*. Attaquer son illustre famille tout en surfant sur la notoriété du nom qu'il porte, c'est à coup sûr faire scandale sans grand risque, tout en affirmant sa supériorité morale sur les générations précédentes. Voici un jeune homme, auteur de quelques bluettes qui ont été à la

mode, qui s'est grisé d'une célébrité de paille, qui en demeure assoiffé et ne sait plus comment faire encore parler de lui. Le voilà donc assassinant son père, Pascal Jardin, écrivain et scénariste de cinéma réputé, et son grand-père, Jean Jardin, dit le Nain Jaune, qui fut chef de cabinet de Pierre Laval à Vichy. Et pas même pour un bon mot, juste un mauvais livre. L'essentiel étant d'avoir les *sunlights* du parisianisme bobo-intello-gaücho braqués sur lui encore un instant. D'où parle-t-il ce procureur arrogant ? Quels sont ses mérites pour s'ériger en juge intransigeant des valeurs d'une société écartelée à une époque où il n'était pas né ? On pense à l'apostrophe de François Mitterrand à Georges-Marc Benhamou : « Jeune homme, vous ne savez pas de quoi

vous parlez. » Celui-là nous ferait croire qu'il aurait, lui, pris le maquis dès 1940. Il hurle au fascisme pour qu'on sache de quel bois de résistant il se chauffe et ce n'est pas lui qui protesterait contre l'exclusion de Céline des célébrations nationales. Le douloureux devoir de mémoire auquel il prétend se livrer n'a qu'un but : gonfler un peu plus son ego déjà hypertrophié.

### Écouter Saint-Exupéry

À son intention ces lignes de Saint-Exupéry, tirées de *Pilote de guerre* : « Puisque je suis d'eux, je ne renierai jamais les miens, quoi qu'ils fassent. Je ne prêcherai jamais contre eux devant autrui. S'il est possible de prendre leur défense, je les défendrai. S'ils me couvrent de honte, j'enfermerai

cette honte dans mon cœur, et me tairai. Quoi que je pense alors sur eux, je ne servirai jamais de témoin à charge. Un mari ne va pas de maison en maison instruire lui-même ses voisins de ce que sa femme est une gourgandine. Il ne sauvera pas ainsi son honneur. Car sa femme est de sa maison. Il ne peut s'ennoblir contre elle. C'est une fois rentré chez lui qu'il a le droit d'exprimer sa colère. Si j'accepte d'être humilié par ma maison, je puis agir sur ma maison. Elle est de moi comme je suis d'elle. Mais si je refuse l'humiliation, la maison se démantibulera comme elle voudra et j'irai seul tout glorieux, mais plus vain qu'un mort. » ■ N.M.

✓ Alexandre Jardin : *Des gens très bien*, éditions Grasset, 304 pages, 18 euros.

## INSTITUTIONS

# La seule bonne réforme : la monarchie !

Dans un article publié le 2 mars sur *Lemonde.fr*, le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon, et le président du Conseil régional d'Île-de-France, Emmanuel Maurel, appellent à la refonte des institutions françaises. Selon eux, « *la question de l'organisation des pouvoirs et de la participation citoyenne aux décisions politiques sera posée avec force* » lors de l'élection présidentielle à venir ; nous pouvons en douter, d'autant que ces déclarations démontrent que l'institution républicaine et démocratique reste l'horizon indépassable de la politique.

## La V<sup>e</sup> République a-t-elle changé la gauche ?

Les constats vont pourtant dans le bon sens : « *Nul ne conteste aujourd'hui l'ampleur du malaise démocratique qui frappe notre pays.* » Mais l'article pêche par son incapacité à décerner les véritables causes et par conséquent les solutions qu'il faudrait apporter à cette impasse institutionnelle. Parmi les causes citées, la plupart ne sont d'ailleurs en réalité que des conséquences de l'incapacité démocratique à faire face aux enjeux de notre époque, à savoir « *la persistance du chômage de masse, l'insupportable explosion des inégalités, la mise à mal de notre modèle social* ».

Le problème institutionnel est toutefois abordé par Emmanuel Maurel et Benoît Hamon : ils refusent la V<sup>e</sup> République et réfutent la thèse selon laquelle ses institutions « *auraient davantage changé la gauche que la gauche ne les a changées* ». Point de revendications quant au bien commun dans cette prise de position, mais une révolte contre « *la nature de la V<sup>e</sup> République qui heurte les consciences de gauche* »... si frêles et si précieuses qu'il s'agit d'y adapter nos institutions et l'intérêt du pays ! Que la gauche ne se reconnaisse pas dans ces institutions, soit. Mais qu'importe ? N'est-ce pas à la France et aux Français qu'il faut penser avant toute considération partisane ? Les institutions ne peuvent changer au gré des humeurs et des impressions des différents partis politiques : elles doivent être fortes, stables et indépendantes de toutes ces "consciennes" indifférentes au seul bien qui nous importe, celui de la nation.

Emmanuel Maurel et Benoît Hamon s'opposent à l'idée d'un régime présidentiel. Citant Léon Blum réagissant au discours de Bayeux (prononcé par Charles de Gaulle en 1946), pour qui la république gaulliste était un système dans lequel « *le président ne serait pas seulement le chef symbolique de l'État, mais le chef effectif du gouvernement et de*



*l'administration* », ils remettent en cause l'élection du président au suffrage universel direct. Comment, sur ce dernier point, ne pas les approuver ?

## Un trop faible arbitre

Malheureusement, les solutions envisagées ne sont pas les bonnes, puisque ces messieurs proposent un régime dans lequel le Premier ministre conduit et détermine la politique du pays, où le président n'est plus qu'un arbitre doté de « *pouvoirs limités et encadrés* », et dont le Parlement conserve toute sa prééminence puisque le Premier ministre serait « *susceptible d'être renversé par lui* ». En somme, un retour à... l'esprit de la V<sup>e</sup> République, de l'aveu même des signataires de cet article, qui se réfèrent au texte initial de la Constitution définissant la fonction arbitrale du président (article 5) et les pouvoirs du Premier ministre (article 21), avec, en prime, un renforcement du Parlement dans l'esprit des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques. Donc, rien de bien nouveau sous le soleil ! Et c'est ce retour en arrière qu'ils qualifient de « *réforme radicale de nos institutions* » !

L'idée d'une concentration moindre des pouvoirs est séduisante, mais insuffisante. C'est le système républicain lui-même qu'il convient d'abolir pour mettre en place une véritable politique de décentralisation et de démocratisation à travers une application judicieuse du principe de subsidiarité : un homme non éligible et par consé-

quent indépendant à la tête de l'État, disposant des pouvoirs régaliens, les autres niveaux de responsabilités étant confiés aux « *maîtres normaux* » dont parlait Charles Maurras : « *provinces, villes, pays, villages, métiers, associations, corps, compagnies, communautés, Églises, écoles, foyers, sans oublier les personnes, citoyens et hommes privés. Tout domaine que l'État s'est approprié indûment doit être redistribué entre tous, dans la hiérarchie de la puissance et des compétences de chacun.* »<sup>1</sup>

Une telle répartition permettrait de distinguer ce qui relève de la représentation (consultatif) ou du gouvernement (décisionnaire), garanti dans son indépendance vis-à-vis de l'opinion ou de tout parti politique ou idéologique, tout en laissant s'exprimer les différentes forces du pays, celles-ci recouvrant enfin leurs compétences. Tel serait l'immense bienfait de la monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée, que nous n'avons cessé et que nous ne cessons et cesserons de défendre. Elle est le socle sur lequel fonder une politique visant au seul bien commun, ou encore, comme le dit Maurras, « *le moyen indispensable, l'instrument dont on ne se passe pas* ». ■

Dimitri Julien

<sup>1</sup> « *Les individus agissants ne sont pas des individus. Ce sont des personnes* », dit encore Maurras dans la Revue (grise) d'Action française du 15 février 1904.

## À la rencontre de Sorel

Les éditions L'Harmattan viennent de rééditer deux ouvrages majeurs de Georges Sorel que nous ne saurions trop recommander à ceux de nos lecteurs qui désirent se familiariser avec l'œuvre du grand philosophe social.



L'INTRODUCTION à *une économie moderne* (1903) expose en particulier assez clairement ce qui, pour Sorel, conditionne la transformation de la société industrielle. Sur les pas de Proudhon, il exprime l'intuition que c'est l'innovation, l'esprit technique et donc l'intelligence humaine qui sont désormais au cœur du procès de production, et non plus la détention et la mise à disposition du capital. L'ouvrier, le technicien, l'ingénieur, l'apporteur d'innovation, l'artiste sont les composantes d'une nouvelle classe de producteurs à qui l'avenir appartient. La lutte des classes n'est plus simplement l'expression d'une guerre entre dominants bourgeois et dominés prolétaires, ni la conséquence - comme le pensait certains marxistes orthodoxes - des contradictions du capitalisme. C'est un conflit entre la classe montante, celle qui est la mieux à même de faire fructifier la production - du point de vue économique mais aussi de son utilité sociale -, et la classe possédante, qui n'envisage la production que du strict point de vue du capital qu'elle y a investi. On trouve ici, très nettement développés et actualisés, les concepts proudhoniens d'aristocratie ouvrière et de producteurs libres.

On y trouve également les premiers développements autour de l'idée de mythe révolutionnaire. Sorel, toujours préoccupé du passage de l'idée à l'action, s'interroge sur la meilleure façon d'entraîner les classes productives vers le socialisme. Les théories les plus savantes, les modèles les plus séduisants n'ont que peu d'emprise sur le mouvement social. Marx lui-même n'a-t-il pas créé de toutes pièces sa vision catastrophiste de l'histoire - schéma simple, presque simpliste de l'avenir - pour aiguillonner les esprits et provoquer un ralliement massif aux thèses de la révolution ? Sorel fait sur ce point le parallèle avec ce que dit Vico de la vieille sagesse populaire : elle exprime souvent, par le conte, le mythe ou la tradition, des vérités qui ne s'imposeront scientifiquement que beaucoup plus tard, lorsque les concepts pour les comprendre auront été trouvés. On sait que Sorel proposera quelques années plus tard de faire de la grève générale ce mythe capable de mettre en mouvement les classes productives.

Il y a enfin dans l'*Introduction à une économie moderne* quelques belles pages sur l'État et la démocratie. On connaît les préventions de Sorel, rejoignant là encore son maître

Proudhon, vis-à-vis de l'étatisme et du jacobinisme. À l'État « *idéaliste* », volontariste, éducateur, qui intervient de façon tatillonne et très souvent inefficace dans le champ de l'économie et de l'organisation sociale, Sorel préfère un État « *fonctionnel* », arbitre, indépendant, qui veille aux équilibres sociaux et à ce que le progrès ne connaisse pas d'obstacle. C'est aux syndicats de producteurs, organisés par groupes d'entreprises, branches ou filières, de prendre l'initiative en matière économique et de gérer les instruments de la solidarité sociale. C'est aux régions et aux communautés territoriales de veiller à ce que la production trouve les conditions favorables à son épanouissement sur l'ensemble du territoire. Sorel manifeste ici sa méfiance vis-à-vis de la démocratie, d'une politisation de l'État par les partis qui porte atteinte à la probité des fonctionnaires et favorise le népotisme. Des remarques qui conservent aujourd'hui leur pleine actualité.

## Social-démocratie

Quant à la *Décomposition du marxisme*, publiée en 1908, la même année que les *Réflexions sur la violence*, elle met en ordre l'ensemble des critiques adressées par Sorel, moins d'ailleurs à Marx lui-même dont il soutiendra jusqu'au bout les intuitions, qu'aux épigones français et allemands de Marx. Plus datée que l'ouvrage précédent, notamment parce qu'elle rentre dans le détail des débats qui agitaient les milieux socialistes en ce début de siècle, la *Décomposition du marxisme* a le mérite de présenter les arguments de Sorel contre ceux, Jaurès en tête, qui cherchaient à rallier le socialisme à la démocratie bourgeoise et à le transformer en parti politique. « *La démocratie peut travailler efficacement à empêcher le progrès du socialisme, en orientant la pensée ouvrière vers un trade-unionisme protégé par le gouvernement* », dit Sorel. Il ne serait sans doute pas autrement surpris de voir ce que les héritiers de Jaurès ont fait de l'idée socialiste en France, sous sa forme social-démocrate comme sous sa forme communiste. □

Henri Valois  
La Revue critique.fr

✓ Georges Sorel : *Introduction à l'économie moderne*, L'Harmattan, 385 p., 49 euros ; *La Décomposition du marxisme*, L'Harmattan, 67 p., 36 euros.

# Regard sur la science-fiction

Éclipsée par la culture classique, la science-fiction est souvent négligée, sinon méprisée, par les réactionnaires. Elle recèle pourtant moult échos à leurs préoccupations. La preuve par l'exemple, avec les romans *1984* et *Globalia*, puis en images avec *Equilibrium* et *The Island*.

Les militants que l'on range dans le camp "réactionnaire" ont trop souvent délaissé la science-fiction, généralement pour lui préférer les romans traditionnels, livres historiques ou essais. Peut-être le mauvais pendant de l'attitude consistant à s'inspirer du passé pour y trouver les réponses aux maux actuels. Attention, cependant, à force d'appliquer son attention sur le rétroviseur, à ne pas oublier que c'est vers l'avant qu'il faut regarder ! La science-fiction pourrait se placer comme l'un des genres littéraires les plus politiques. Parce qu'elle permet, plus que tout autre, de se projeter au-delà d'une époque et d'anticiper les phénomènes les plus optimistes ou, à l'inverse, les plus apocalyptiques.

## Big Brother

Laissons de côté certains phénomènes comme *Star Wars*, qui restent à la science-fiction ce que les fast food sont à la gastronomie, pour nous plonger dans l'étude d'œuvres bien plus sérieuses. Il serait inconvenant de traiter de la science-fiction sans évoquer l'œuvre magistrale de Georges Orwell, *1984*. Dans ce roman dystopique, le monde est divisé en trois empires totalitaires : Océania (Amérique, Angleterre, Australie, Sud de l'Afrique), Eurasia (Europe continentale et Russie) et Estasia (Extrême-Orient). L'Océania, où se déroule l'histoire, est sous la botte de l'Angsoc (pour « socialisme anglais »), un parti unique extrêmement violent qui a pour égérie l'image de Big Brother (qui n'existe probablement pas), dont le visage s'affiche dans les rues et jusque dans les habitations. Une police traque les coupables de « crime de la pensée », accusés ou simplement soupçonnés d'avoir une opinion contraire à l'idéologie ou aux informations produites par le parti.

Ce roman, écrit en 1948, trois ans après la chute du nazisme et en pleine gloire du stalinisme, relate l'histoire de Winston Smith, dont le métier consiste à revisiter les archives des journaux officiels du Parti et à les modifier afin que les informations et prédictions qu'ils délivrent soient conformes à la situation actuelle. Cela n'est pas sans nous faire penser aux mensonges et manipulations qui parsèment l'histoire de la République, notamment s'agissant de l'histoire de France, de la monarchie, de la Révolution... La vidéosurveillance omniprésente, constituant l'armature de l'intrigue, annonçait la montée actuelle du sécuritarisme et les menaces qui pèsent sur les libertés. D'autres thèmes sont également traités de manière rigoureuse, comme la torture psychologique à grande ou petite échelle



à laquelle recourt le gouvernement pour briser toute révolte potentielle, les manipulations du régime qui génère sa propre pseudo opposition, ou encore l'instrumentalisation de la guerre contre les autres blocs impériaux afin de maintenir la population dans une terreur quasi-permanente.

## État mondial

À ce chef d'œuvre décrivant une dictature post-communiste, Jean-Christophe Ruffin apporte une forme de réponse dans le roman *Globalia*, à l'ambiance certes moins sombre, qui met en scène une autre forme de totalitarisme, cette fois-ci dans le cadre d'une société libérale. Autant dans *1984* l'avenir peut être comparé à « une botte piétinant un visage humain », autant celui de *Globalia* ressemble davantage à une sorte de mélasse démocratique étouffante qui inhibe toute tentative de révolte. Les nations ont été abolies et il n'existe plus qu'un seul État mondial qui rassemble les deux tiers de la planète. Ce territoire est recouvert par d'immenses coupoles transparentes qui protègent les habitants du monde extérieur. La société décrite y est plus ou moins "parfaite" : chaque citoyen dispose d'un revenu minimum, même s'il ne travaille pas ; les enfants sont de moins en moins nombreux mais peu importe car les Globaliens bénéficient d'une jeunesse presque éternelle.

Pourtant, lorsqu'un jeune homme entend enfreindre certaines règles, il se fait pourchasser par les forces de sécurité sur la base de fausses accusations. Quand une jeune fille cherche à retrouver son petit-ami, accusé à tort de terrorisme, le député avec qui

elle entre en contact lui répond que les hommes politiques n'ont aucun pouvoir. Quand un journaliste souhaite enquêter sur certaines manipulations et mensonges du gouvernement, il se retrouve rapidement en rupture de ban et ruiné. En dehors des coupoles, le "tiers-monde" est devenu une "non-zone". C'est-à-dire qu'il "n'existe pas" ; tout au plus les Globaliens savent-ils qu'il constitue un repère pour dangereux terroristes. Ce roman complète agréablement *1984* : nous y trouvons une société où le libéralisme, poussé à l'extrême, a conduit à l'instauration d'un univers où les individus, repliés sur leur égoïsme et leur hédonisme et complètement coupés de leurs identités, ont livré leur sort à des oligarques inconnus, lointains, qui eux-mêmes ne maîtrisent pas grand-chose face aux grands impératifs économiques.

## Régénération

Dans un autre registre, le film *Equilibrium* de Kurt Wimmer, sorti en 2002, traite d'un monde futuriste faisant suite à une guerre mondiale au sujet de laquelle on n'a que très peu d'informations. L'humanité a survécu dans une cité, Libria, où les émotions ont été bannies, accusées d'avoir conduit à l'holocauste nucléaire. Les habitants ont recours à un remède, le prozium capable d'extraire tout sentiment. Des forces de police, dirigées par des guerriers d'élite, les recteurs Grammatons, sont chargées de traquer et d'incinérer les déviants qui succombent aux émotions, qu'ils soient terroristes ou non. Le film raconte l'histoire de John Preston, un recteur parmi les plus gradés

et les plus efficaces de son ordre, qui, un jour, brisera par accident sa dose de prozium. Les émotions commenceront alors à l'envahir et de là découlera pour lui une remise en question brutale du mensonge dans lequel baigne son époque.

On ne pourra pas s'empêcher de déceler une forme d'antichristianisme latent dans ce film : le leader s'appelle « le père », le symbole de Libria est une croix de Jerusalem, les recteurs Grammatons sont surnommés « les Ecclésiastes »... Ces références sont quelque peu déplacées, tant les valeurs de l'Église sont à l'antithèse de celles portées par ce régime totalitaire. On en fera donc abstraction pour se focaliser sur un aspect du film qui intéressera bien plus le spectateur réactionnaire : la volonté du régime de "régénérer l'Homme". Les émotions étant une part fondamentale de la nature humaine, il s'agissait pour ce régime, qui les accusait d'être à la base des désastres mondiaux, de les combattre. Or, la nature humaine ne saurait être combattue que par le biais d'un totalitarisme violent et intrusif. C'est le cas dans ce film et Libria nous évoque ainsi l'Allemagne nazie, la Russie soviétique... ou encore, les démocraties libérales d'aujourd'hui et leur "totalitarisme doux".

## Fabrication d'humains

Autre film, plus récent encore : *The Island* de Michael Bay, sorti en 2005. En 2019, Lincoln 6-Echo et son amie Jordan 2-Delta sont deux rescapés d'une pandémie mondiale qui a anéanti pratiquement toute la population terrestre. Les survivants sont re-

groupés dans un immense centre construit au bord de rivages rocheux. La discipline ainsi que les réglementations, tant sur le plan alimentaire que relationnel, sont extrêmement strictes. Les survivants ne bénéficient de quasiment aucune intimité, des cameras de surveillance étant placées jusque dans leur chambre individuelle. Pourtant, ce système est globalement accepté par tous puisque a lieu régulièrement la "loterie" dont les gagnants sont désignés de manière totalement aléatoire pour rejoindre "l'île", la dernière zone non contaminée sur la planète. Des spots publicitaires s'affichent régulièrement sur les écrans pour vanter la nature paradisiaque de cette destination où tous ne rêvent que de se rendre. Pourtant, peu à peu, le doute va s'immiscer dans l'esprit de Lincoln 6-Echo : pourquoi certaines zones du centre leurs sont-elles interdites ? Pourquoi, si l'atmosphère est contaminée, des survivants sont-ils régulièrement retrouvés ? Et, surtout, pourquoi a-t-il un jour trouvé un papillon vivant venu de l'extérieur ? Son enquête discrète le mènera à découvrir la terrible réalité : l'île n'existe pas, il n'y a jamais eu de contamination, les "survivants" sont en réalité les clones de personnalités fortunées, créés afin de constituer une réserve d'organes. Le fait de gagner à la "loterie" n'a ainsi qu'une seule signification : la mort. S'en suivra une course-poursuite durant laquelle Lincoln 6-Echo et Jordan 2-Delta, après s'être enfuis, seront traqués par des mercenaires engagés par la société les ayant créés.

## Dérives de la science

Là encore, voilà un film qui constitue un fantastique avertissement sur les dérives actuelles du monde scientifique : entre recherches sur les cellules souches ou le clonage humain, un certain esprit prométhéen tendrait à nous faire oublier combien la nature humaine est sacrée et que l'on ne peut faire, avec le patrimoine génétique de l'homme, ce que l'on peut faire avec des matériaux. Aujourd'hui où l'humanité des embryons est purement et simplement niée pour permettre les recherches sur les cellules souches, il ne serait pas aberrant de penser que, dans les décennies voire les années à venir, certains, guidés par le même sentiment d'impunité que procurent la "science" et le "progrès", en viennent à considérer également le clone comme un "non-humain".

À ce titre, la conclusion du film *The Island*, dans laquelle le clone Lincoln 6-Echo finit par jeter dans un gouffre le très arrogant scientifique qui l'a créé, est une allégorie pleine d'optimisme que l'on pourra retenir. Le scientifique se prenant ouvertement pour Dieu, et décidant de la vie et de la mort de "ses" créatures, est renvoyé violemment à sa condition de mortel par le clone, première victime de son ignominie. Ici, le "souviens-toi que tu n'es qu'un homme" prend presque des allures de châtimement divin. ■

Stéphane Piolenc

ÉDITORIAL MILITANT

## Marine Le Pen veut-elle renforcer la loi de 1905 ?

Il semblerait que le Front national s'oriente radicalement vers le renforcement des lois laïques. Ce choix politique ne serait-il pas dangereux car liberticide et contraire à la vraie tradition française ?

CERTES, nous ne pouvons qu'être d'accord avec Marine Le Pen sur l'urgence de la question des flux migratoires ininterrompus depuis des décennies : l'inaction de nos dirigeants est telle qu'elle dissimule mal une volonté d'exécuter les injonctions de l'OMC, relayées par Bruxelles, en contradiction de plus en plus manifeste avec la volonté des peuples européens.

### La République n'est pas la nation

Selon les chiffres officiels, 200 000 étrangers entrent chaque année en France et au moins 100 000 reçoivent une carte de séjour, sans compter le nombre de clandestins pénétrant chaque jour sur le territoire. Et ce n'est pas le "printemps arabe" qui fera baisser les statistiques ! Il est vrai que la suppression des frontières nationales dans une logique libérale et consumériste, cumulée aux avantages sociaux distribués si généreusement, fait de notre pays un pôle d'attraction exceptionnel.

La profession de foi républicaine de Marine Le Pen, si elle a le mérite de la clarté, participe de notre divergence, du fait que la République, depuis la Révolution, n'a jamais cessé de vouloir « assimiler » les Français. Il serait fastidieux de faire le récapitulatif des étapes assimilatrices du système laïque et obligatoire qui s'en est pris violemment à tous les particularismes tant culturels et religieux, jugés contraires aux valeurs républicaines.

La supercherie consistait à faire passer un principe idéologique, la République (cinq versions en deux siècles), pour l'expression du bien commun, supérieur aux intérêts particuliers. Maurras, qui était un militant régionaliste, considérait la Nation comme le cadre supérieur, à l'intérieur duquel pouvaient librement se décliner les libertés et les particularismes tant qu'ils ne constituaient pas une menace pour le bien commun. En retour la Nation, fédérée par la monarchie, devenait la protectrice naturelle de cette diversité. Au contraire, la République française - il ne s'agit que d'elle - n'est qu'un système idéologique, un espace d'affrontement des élites cooptées, mais elle n'est pas la nation.

L'idéologie du contrat social, postulant que l'individu est seul face à l'Etat, n'accepte en théorie aucun groupe ni aucune communauté intermédiaires.

Aucune tête ne doit dépasser : telle fut la logique de la loi Le Chapelier. Il y aurait en quelque sorte un modèle générique du Français, répondant à un portrait robot... qui n'existe pas, sauf pour les idéologues du laïcisme, comme, du reste, pour les promoteurs du métissage obligatoire. Nous pensons au contraire qu'au-dessous d'un bien supérieur et collectif, qu'il convient de défendre ensemble, subsistent des particularismes légitimes. Si nous sommes opposés à l'érection de minarets en France, terre chrétienne, nous sommes en revanche favorables à ce que les musulmans vivant régulièrement sur notre sol puissent prier dans des conditions dignes. Il convient également de les affranchir de l'étranger, s'agissant notamment des investissements saoudiens. Le débat sur l'islam en France ne doit donc pas être escamoté mais, au contraire, abordé en profondeur, avec exigence mais sereinement. Le discours sur l'assimilation, défendu par le Front national, ne risque-t-il pas de conduire, si nous n'y prenons garde, à l'interdiction de toutes les formes d'expression publique des religions, y compris chrétiennes, puisque la loi de 1905 est d'abord une manifestation de la violence d'Etat contre le christianisme ?

### Réagir contre l'anomie

Encore une fois, nous ne sous-estimons pas la question des flux migratoires qui restent un enjeu essentiel. Mais la pression de l'islam n'est forte, avant tout, que de la faiblesse de la France institutionnelle et éducative, acquise au modèle consumériste, comme, du reste, de la discrétion de l'Église. Ne vaudrait-il pas mieux prôner l'intégration, respectueux des attaches culturelles et culturelles dans un strict cadre législatif ? Elle devrait permettre, à terme, une "lente assimilation", dans la mesure évidemment où nos institutions culturelles et naturelles, après deux mille ans de maturation, seront encore suffisamment fortes et actives - mais nous pensons que Marine Le Pen, sur ce dernier point, sera d'accord avec nous. Ce qu'il faut retrouver, en effet, c'est la notion de « temps long », évoquée par Fernand Braudel, l'empirisme organisateur consistant à redonner sa place, toute sa place, à l'Histoire des peuples. Nous ouvrons le débat. □

Olivier Perceval

## Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
communication@actionfrancaise.net

<b>Président du Comité directeur d'AF</b> Stéphane Blanconnet	<b>Trésorier</b> Giovanni Castelluccio	<b>Provinces</b> Philippe Castelluccio
<b>Secrétaire général</b> Olivier Perceval	<b>Secrétaire administratif</b> Marie-Suzanne de Benque d'Agut	<b>Militantisme</b> Jean-Baptiste de l'Aviath
<b>Secrétaire général adjoint</b> Romain Hellouin	<b>Formation</b> Marc Savina	<b>Responsable opérationnel</b> François Bel-Ker



PARIS - 18/03

### Vers l'écologie intégral

Conférence de Stéphane Blanconnet, président du Comité directeur de l'Action française, le vendredi 18 mars à 19 h 30, dans nos bureaux, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup> (métro Palais-Royal, entrée libre).



SUR LA TOILE - 17/03

### Un nouveau site pour l'AF

Le jeudi 17 mars au matin, le site Internet de l'Action française fait peau neuve. Soyez au rendez-vous et faites-le savoir autour de vous : [www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)

## Comprendre l'Afrique

NOUS ÉTIONS plus de soixante-dix, ce jeudi 10 mars, à être venus écouter l'africaniste célèbre, Bernard Lugan, sur une question on ne peut plus sensible : l'ethno-différentialisme en Afrique. Cette conférence qui s'inscrivait dans notre cycle relatif à l'immigration devait nous permettre de mieux comprendre ce qui se joue en Afrique, depuis la décolonisation. Bernard Lugan, brillant universitaire et expert auprès du TPI sur les questions africaines, n'est pas un inconnu pour notre mouvement où il a joué un rôle important dans les années soixante-soixante dix. Nous n'avons donc pas été surpris de sa dénonciation de l'exportation de la démocratie par les occidentaux dans un continent dont les peuples demeurent enracinés dans des traditions ethno-culturels. En revanche, mais cela reste cohérent, certains de nos amis ont pu s'étonner d'entendre cet éminent spécialiste mettre en cause le colonialisme à la Française. Cette forme de colonisation a en effet donné naissance à des états Africains aux contours improbables, totalement étrangers aux réalités ethniques et culturelles



issues de la construction des siècles. Ce même fléau égalitaire a frappé naguère notre propre nation au moment de l'avènement de la république laquelle, non contente de saccager nos racines culturelles jugées obscurantistes, est allée imposer le funeste modèle à tout l'empire. Les affrontements au Rwanda, en Côte d'Ivoire, et dans de nombreux états Africains ne sont que la conséquence de l'application

sans nuance ni réflexion de la démocratie occidentale qui a bouleversé des équilibres séculaires en posant le postulat : un homme égale une voix, au lieu de considérer les familles, les tribus et les ethnies comme bases constitutives des sociétés Africaines. Merci Bernard de cette lumineuse démonstration qui a donné lieu à un débat passionné et nous a permis de faire évoluer notre appréciation de la complexité africaine. ■

### » ANNONCES

□ PARIS - Société artistique et littéraire du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris (président Didier Béoutis) - Jeudi 24 mars, à 18 heures, dans la salle des mariages de la mairie du 7<sup>e</sup> arrondissement, 116 rue de Grenelle, conférence de Pierre Salomon, agrégé d'espagnol, professeur de chaire supérieure honoraire, sur le sujet suivant : « Antoine de Saint-Exupéry, un moraliste pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». Merci de confirmer votre venue en laissant un message au 06 37 30 41 08 ou à didierbeoutis@yahoo.fr

□ AQUITAINE - Réunion de clôture de l'année politique 2010-2011 sur le thème : « L'Église, la France et les trois Ralliements - 1892, 1926, 1965 », avec Philippe Prévost, docteur en histoire, auteur de nombreux ouvrages d'histoire politique et religieuse dont *L'Église et le Ralliement : Histoire d'une crise 1892-2000* (CEC, 2011). Bordeaux : déjeuner-débat vendredi 25 mars à 11 h 30 au restaurant Le Xaintrailles, 114 boulevard du maréchal Leclerc ; participation : 24 euros par personne. Toulouse : conférence samedi 26 mars à 10 h 30 dans le centre-ville ; le lieu sera communiqué

aux personnes s'étant préalablement inscrites ; participation : 5 euros par personne. Bayonne : conférence samedi 26 mars à 18 h 30, quartier Saint-Léon ; le lieu sera communiqué aux personnes s'étant préalablement inscrites ; participation : 5 euros par personne. Vente de livres et dédicaces. Prière de s'inscrire, avec son règlement, avant le 23 mars 2011, auprès de : CAEC, BP 80093, 33035 Bordeaux cedex. Chèques à établir à l'ordre de CAEC, CCP 15 503 63 W Bor. Renseignements sur le site Internet <http://aquitaine.over-blog.com>

□ ARNAUD GUYOT-JEANNIN

## « Federer les peuples de France »

Journaliste au *Spectacle du monde*, *Flash*, etc., Arnaud Guyot-Jeannin dirige aussi *Le Libre Journal des enjeux actuels* sur *Radio Courtoisie*. Catholique de tradition tout en étant proche des milieux de la Nouvelle Droite, il a accepté de répondre aux questions de *L'Action Française 2000*.

**L'ACTION FRANÇAISE 2000** - Pensez-vous que la présence sur la terre de France de foules d'immigrés, souvent de religion contraire à nos traditions et à nos mœurs, soit un motif de grande inquiétude ?

**ARNAUD GUYOT-JEANNIN** - La présence massive et exponentielle d'immigrés extra-européens sur le sol français est un motif d'inquiétude bien sûr. Seule une volonté politique associée à un réalisme sociologique peut nous permettre de réfléchir sur l'alternative à cette immigration de peuplement aujourd'hui, et de remplacement demain. Il faut renvoyer les immigrés clandestins et délinquants, empêcher la venue de nouveaux immigrés et réviser notre politique nationale et familiale (arrêt de la double nationalité, du regroupement familial et des naturalisations automatiques, changement du code de la nationalité etc.).

### La République du fric...

Seulement, une fois, cette politique mise en place, il restera toujours plus de sept, huit, neuf, dix millions d'immigrés qui feront des enfants. Le problème devient moins important, mais n'est pas réglé pour autant. Une majorité d'immigrés ne repartiront pas chez eux (où est-ce "chez eux" d'ailleurs ?) et ne pourront devenir français qu'en s'intégrant, sans nécessairement s'assimiler à la république du fric et des droits de l'homme à produire et consommer. Le modèle assimilationniste républicain, type III<sup>e</sup> République, demeure non souhaitable et inopérant. Les immigrés extra-européens peuvent plutôt renouer avec leur identité spirituelle et ethnoculturelle tout en respectant l'espace public.

L'Autre est dangereux non en tant que réellement autre, mais en tant que figure refoulée du Même. Notre identité n'est pas menacée par celle de l'Autre, mais par le système marchand, consumériste et publicitaire qui tend à les détruire toutes les deux. C'est la répétition à l'identique qui créait paradoxalement le relativisme, le nihilisme et l'anomie sociale. Les immigrés qui cassent, pillent et créent des émeutes, sont très généralement des individus déracinés, individualisés, arrachés à leur identité culturelle. Face à cette situation dramatique, toutes les études statistiques prouvent que plus le taux religieux, communautaire et familial est fort dans un quartier, plus l'insécurité, le métissage et la décadence morale sont faibles. La communauté demeure un vecteur de réenracinement pour tous ! Elle donne une nouvelle façon de vivre ensemble et une cohésion sociale forte.



« Notre identité n'est pas menacée par celle de l'Autre, mais par le système marchand, consumériste et publicitaire. »

### Mais comment entrevoyez-vous les communautés dans la modernité ?

Le drame actuel réside dans l'indifférenciation générale. Les villes sont invivables parce que les gens ne se parlent pas, n'aspirent qu'à consommer, s'abandonnent dans ce que Marc Augé appelle les "non-lieux" (galeries marchandes, centres commerciaux, fast food, métro...). Or, l'individu ne peut s'épanouir réellement qu'en s'intégrant à une communauté populaire différenciée. Son "Moi" a besoin de l'"Autre". « Soi-même comme un autre » dit Paul Ricoeur. L'homme est un animal social. Coupé de ses racines et de toute socialité, il meurt.

### Retour au local

Il semble néanmoins que la mondialisation néo-libérale engendre paradoxalement un retour au local, au social et à l'environnemental. Ces trois cadres peuvent permettre à l'homme de se réapproprier son identité, sa dignité et sa liberté de co-appartenir à la diversité du monde vivant. La post-modernité provoque le meilleur et le pire. Elle clôt le cycle de la modernité et ses grands récits pour se fondre dans le réel. Un réel authentique ou parodique selon les circonstances ! La post-modernité ouvre des horizons traditionnels à la périphérie et recoupe une hypermodernité caricaturale au centre. Nous retrouvons là la problématique de la communauté qui s'affirme, et sa contrefaçon, le communautarisme qui enferme. Je suis plus pessimiste que Michel Maffesoli,

mais plus optimiste que Jean Raspail. Je m'efforce d'être à la fois réaliste et soucieux de la vérité.

**Dans un entretien donné à *Valeurs Actuelles*, le 10 février 2011, Jean Raspail remarque :** « On assiste à la prolifération du communautarisme, à la juxtaposition de groupes revendiquant leurs différences ethniques, religieuses, culturelles, qui ne reconnaissent pas le "vouloir vivre ensemble" qui fait le ciment d'une nation, comme le soulignait Renan ». Cette constatation ne met-elle pas en relief la question des communautés qui "constituaient" la France capétienne ?

« Les groupes revendiquant leurs différences ethniques, religieuses, culturelles » en Bretagne, en Alsace, au Pays Basque, en Corse etc. reconnaissent majoritairement le "vouloir vivre ensemble" dans l'espace français. En revanche, il n'est pas sûr que la République française les reconnaisse comme elle le devrait. D'où la nécessité d'une autonomie fédérative pour ces régions qui éviterait l'écueil du centralisme jacobin comme celui du séparatisme irrédentiste. Sous l'Ancien Régime, les groupes auxquels Raspail fait référence étaient même le ferment d'une nation et non son « ciment » justement.

Quant aux immigrés enracinés dans leur communauté naturelle d'appartenance, ils se conforment aux préceptes de la religion, de la morale et de la famille qui enseignent d'agir le mieux possible avec les autres, et donc de s'adapter aux lois françaises. Il y a un

devoir pour eux de respecter le pays dans lequel ils vivent sans se départir nécessairement de leur identité qui donne un sens à leur existence. Conditions d'harmonisation du champ relationnel ! Ceux qui contreviennent aux lois doivent faire naturellement l'objet d'une sanction immédiate.

**Cet effacement des communautés, que Marine Le Pen, en bonne républicaine et dans l'esprit de 1789, voudrait imposer à la France vous paraît-elle une réponse au drame de l'immigration ?**

Bien sûr que non. C'est pour cela qu'hostile au communautarisme, je ne pousse pas des cris d'orfraie devant la poussée de celui-ci. Le communautarisme n'existe que par l'absence d'une réelle expression des communautés. Dans sa logique nationale-républicaine, Marine Le Pen réclame que « la République ne reconnaisse aucune communauté » dans la Constitution française. Récemment, elle s'est même prononcée en faveur de la suppression des régions au profit des départements. Elle n'a pas une perception spirituelle et charnelle de la France. Favorable à un "État fort" qui peut recouvrir de multiples significations, elle ne comprend pas la nécessité anthropologique du facteur communautaire pour les Français d'origine comme pour les immigrés naturalisés français. Plus largement, je tiens à faire observer que si la république jacobine et mondialisée de nos jours, n'est plus respectée, y compris par les Français de souche, c'est qu'elle n'est peut-être plus



respectable. Il ne faut pas s'étonner que, outre l'immigration, de nombreux Français se sentent étrangers dans leur propre pays. Pas étonnant dans ces conditions que les Français n'aient pas besoin des immigrés pour s'exclure entre eux. Le lien national et social est déchiré. Hier, le "modèle d'intégration républicain" a permis de laminer, en grande partie, les particularismes locaux. Aujourd'hui, il tente d'éradiquer l'identité nationale des autochtones, mais aussi les identités communautaires des allochtones. Des allochtones français pour la plupart ! Il s'agit toujours d'anéantir l'Autre dans l'Un et Indivisible moule de la République post-moderne. Liberté, marché, publicité ! Retrouver le sens de la communauté - qui n'est pas exclusive de la liberté et de l'universalité - s'avère indispensable.

**Estimez-vous que l'on va vers un affrontement interethnique ? Jean Raspail évoque la *Reconquista* à la fin de sa préface du *Camp des saints*...**

Jean Raspail formule l'hypothèse de la *Reconquista*. Mais où sont les troupes combattantes et organisées ? Si d'aventure, quelques centaines d'individus s'engageaient dans ce combat fratricide, qui en sortirait victorieux ? Il est évident que l'issue finale serait similaire à celle du *Camp des saints*. Le système cosmopolite en sortirait gagnant et renforcé. La France n'a rien à gagner à imaginer un tel cas d'école. Il est, de toute façon, déraisonnable d'exalter les pulsions convulsives entre individus et communautés différentes. Il faut mieux les réguler et les apaiser. Réfléchir avant de réagir ! La raison politique doit l'emporter sur les passions nihilistes. C'est la seule voie pour commencer à trouver les bons remèdes à nos maux. Au lieu de taper sur les immigrés et leurs conséquences, certains militants politiques devraient plutôt remonter aux causes de l'immigration. Celles-ci sont notamment contenues dans l'appel d'air, depuis les années soixante-dix, d'une main d'œuvre étrangère corvéable à merci, par le capitalisme multinational. Et d'entrevoir un projet de fédération des peuples de France sans céder aux fantasmes juvéniles, au cynisme politique et à toute nostalgie restaurationniste. La communauté à échelle humaine et ouverte sur l'universel est l'antidote au turbo-capitalisme et au sans-papierisme produits par la planétisation *high tech*. ■

**Propos recueillis par Michel Fromentoux**